



Evaluation de la production agricole primaire professionnelle en Région de Bruxelles Capitale



Auteurs :

Laboratoire d'Agroécologie de l'ULB : Boutsen Raphaël, Maughan Noémie & Visser Marjolein

Juin 2018

À l'attention de

SERVICE PUBLIC REGIONAL DE BRUXELLES (SPRB)
Bruxelles Economie et Emploi, Service Economie, Equipe agriculture

Boulevard du Jardin Botanique
20/2.080 1000 Bruxelles

Table des matières

| | |
|--|----|
| Table des matières..... | 3 |
| Résumé..... | 5 |
| 1. Contexte de l'étude | 8 |
| 2. Objectifs de la mission..... | 9 |
| 3. La production agricole primaire urbaine professionnelle | 10 |
| 3.1. Définition de la production urbaine | 10 |
| 3.2. Définition de la production professionnelle | 10 |
| 4. Méthodologie adoptée..... | 11 |
| 4.1. Compilation des données existantes..... | 11 |
| 4.2. Diagnostic agraire | 11 |
| 4.3. Estimation de la production primaire | 12 |
| 5. Résultats..... | 15 |
| 5.1. Les projets d'agriculture urbaine en RBC..... | 15 |
| 5.1.1 Evolution du nombre de projets d'agriculture urbaine entre 2015 et 2018..... | 15 |
| 5.1.2 Les projets d'agriculture urbaine en 2018 | 17 |
| 5.2. Typologie des acteurs..... | 18 |
| Qualité des données | 20 |
| 5.3. Typologie des projets | 20 |
| 5.4. Surfaces agricoles..... | 22 |
| 5.4.1 Surfaces agricoles en RBC | 22 |
| 5.4.2 Surfaces agricoles en périphérie | 27 |
| 5.4.3 Qualité des données | 28 |
| 5.5. Mécanismes d'accès au foncier des NIMAculteurs en RBC | 29 |
| 5.6. La production primaire en RBC | 30 |
| 5.6.1 Production primaire des NIMAculteurs en RBC..... | 30 |
| La production végétale | 31 |
| 5.6.2 Production primaire des agriculteurs traditionnels | 35 |
| 5.6.3 Qualité des données | 36 |
| 5.7. Filières découlement | 37 |
| 5.7.1 Filières d'écoulement des NIMAculteurs..... | 37 |
| 5.7.2 Filières d'écoulement des agriculteurs traditionnels | 38 |

| | |
|--|----|
| 5.7.3 Qualité des données | 38 |
| 5.8. Emploi | 39 |
| 5.8.1 Equivalents Temps Pleins (ETP) | 39 |
| 5.8.2 Critères de durabilité du travail | 40 |
| 5.9 Performance environnementale, économique et sociale | 43 |
| 6. Discussion | 44 |
| 7. Les obstacles rencontrés | 46 |
| 8. Opérationnalisation d'une politique de résilience alimentaire : perspectives..... | 47 |
| 8.1. Un observatoire Régional des données agricoles..... | 47 |
| 8.2. L'hinterland bruxellois | 47 |
| Bibliographie..... | 49 |

Résumé

La présente étude est un marché public de services d'études relatif à l'évaluation de la production agricole primaire professionnelle en Région de Bruxelles Capitale (RBC). La durée effective de la mission a été de 90 jours.

La méthodologie mise en place se décline en plusieurs étapes menées en parallèle : compilation des données existantes, diagnostic agricole et estimation de la production.

La **compilation des données** a permis de croiser les informations de différents organismes comme le Vlaams Landmaatschappij (VLM), le projet Brussel Lust, Terre-en-Vue et la Team Agriculture du Service Public Régional de Bruxelles (SPRB).

Le **diagnostic agricole** en RBC a été réalisé suivant une approche pragmatique basée sur des enquêtes de terrain afin d'être au plus proche de la réalité agricole bruxelloise. Ces enquêtes ont été construites autour d'indicateurs tels que la superficie, les mécanismes d'accès à la terre, la formation et les profils des acteurs, la production primaire, les modèles de production, le nombre d'emplois créés accompagné par des critères de durabilité de ces emplois ainsi que des témoignages quant aux performances économiques, environnementales et sociales.

L'**estimation de la production primaire** a été développée à partir des chiffres d'affaires liés à la production (données fournies lors des entretiens) et du prix moyen des différents produits (données fournies par les agriculteurs Non Issues du Milieu Agricole : NIMAculteurs). Afin d'affiner cette estimation, les productions ont été regroupées de manière simplifiée (légumes fruits, feuilles et racines). Les calculs ont été réalisés sur base de 3 hypothèses : exploitation spécialisée (100% d'une seule catégorie de légumes) ; diversifiée (3 catégories produites soit 33% de chaque légume) ; prenant en compte les surfaces sous serres.

Les principaux résultats de la présente étude sont d'ordre qualitatif et quantitatif.

Il existe deux types de public professionnel agricole à Bruxelles : les NIMAculteurs qui portent les projets d'agriculture urbaine d'une part, et les agriculteurs traditionnels enregistrés au niveau de la Politique Agricole Commune (PAC) d'autre part. On dénombre au total 61 acteurs professionnels en RBC : 32 agriculteurs traditionnels et 29 projets d'agriculture urbaine portés par des NIMAculteurs. Parmi ces derniers, on dénombre 19 projets maraîchers en pleine terre, 5 projets avec des cultures à haute valeur ajoutée hors sol (micro-pousses, champignons), 2 projets maraîchers hors sol, 2 tisanières, 2 projets d'élevage ovin, 1 projet de petits fruits en auto-cueillette et 1 projet d'élevage d'insectes. Une proportion importante de ces projets occupe une place spécifique dans l'écosystème de projets agricoles professionnels bruxellois : celle des projets hybrides. Il s'agit de projets à la croisée entre la production agricole professionnelle et l'intégration de cette production au sein du tissu urbain.

Au cours de la présente mission, 16 projets sur 32 ont fait l'objet d'une enquête approfondie. Les 16 projets restants n'ont pas pu être visités soit pour cause de réponse négative des porteurs de projets, soit par absence de données tangibles au vu de la production primaire encore inexistante, étant donné la création très récente de certains projets (9 projets créés en 2017-2018 n'ont pas encore produit durant une année complète). Des données de surfaces de culture sont cependant disponibles pour 10 projets supplémentaires (fournies via les porteurs de projets visités, disponibles dans la littérature, des articles de presse ou des rapports d'activité annuels, ou encore fournies par les administrations bruxelloises).

Le refus de certains acteurs de collaborer aux enquêtes, bien que compréhensible, a constitué un frein à la représentativité des données collectées. Les résultats issus de cette étude présentent cependant une première approximation de l'état de la production agricole urbaine en RBC en 2018 et de son évolution depuis le lancement de la Stratégie Good Food début 2016 :

- Entre 2015 et 2018, le **nombre de projets d'agriculture urbaine** est passé de 16 à 32 et a donc doublé (chiffres à appréhender dans leur contexte, 9 d'entre eux sont des projets de l'Espace Test Agricole de Boeren Brussel Paysans).
- Concernant les **surfaces agricoles**, les enquêtes de terrain ont permis d'approcher la superficie dédiée à l'agriculture urbaine professionnelle portée par des NIMAculteurs à Bruxelles à quelques 11,15 ha (situation début 2018. Surface légèrement sous-estimée car ne correspondant qu'à 26 projets sur 32 mais reprenant tout de même les surfaces de production les plus conséquentes sur la RBC). Parmi ceux-ci, 6,85 ha sont alloués au maraîchage en pleine-terre, 1 ha est alloué à la production de petits fruits, 2,7 ha sont occupés par de l'élevage ovin (prés-vergers), et 0,6 ha sont utilisés pour de la production hors-sol. Les projets de maraîchage déclarés auprès de la PAC couvrent 4.6 ha et ne représentent que 1,8 % de la surface cultivée totale en RBC (250,35 ha en 2017 = surfaces déclarées à la PAC par agriculteurs traditionnels + surfaces des NIMAculteurs). Les surfaces dédiées aux prairies comptent pour plus de 50% des terres agricoles.
- Concernant les **mécanismes d'accès au foncier**, les enquêtes ont renforcé le constat de grande précarité des NIMAculteurs face à des coûts extrêmement élevés et un flou entretenu autour des autres options pour accéder à la terre. La croissance du nombre de projets d'agriculture urbaine et des difficultés qu'ils rencontrent est à appréhender dans ce contexte. Il faut notamment tenir compte du fait que les projets récemment établis ne sont pas autonomes financièrement, ni assurés de pouvoir continuer à moyen ou long termes, en raison d'un accès très difficile au foncier agricole, notamment.
- En ce qui concerne l'estimation de la **production de légumes et de fruits frais**, les calculs ont été basés sur des hypothèses combinant 3 catégories de légumes (feuilles, fruits et racines) avec 3 catégories de prix en fonction i) du type de produit et ii) du type de canal de commercialisation. Un premier constat important est qu'actuellement, la production de légumes et de fruits frais est de l'ordre du dixième de pourcent (entre 0.1 % et 0.2 %) de la demande bruxelloise. D'autre part, sur base des hypothèses posées et des rendements calculés dans le cadre de cette étude, la surface nécessaire pour produire 100 % de la demande bruxelloise en fruits et légumes serait de 5.336 ha. Pour atteindre l'objectif de la Stratégie Good Food des 30% de la demande bruxelloise, la surface s'élèverait donc à 1.600 ha.
- En ce qui concerne les **filières d'écoulement**, on observe 2 stratégies de commercialisation : la concentration (écoulement de plus de la moitié (> 50%) de la production via un canal de commercialisation) et la diversification (la production est écoulee via plus de deux canaux de commercialisation). L'ensemble des projets enquêtés destinent la grande majorité de leurs productions agricoles primaires directement à Bruxelles et tous travaillent en circuits courts.
- Sur l'ensemble des projets d'agriculture urbaine portés par des NIMAculteurs enquêtés, on comptabilise l'équivalent de 61 **équivalents temps plein** sur moins de 10 ha, en contraste avec les 32 agriculteurs traditionnels qui mobilisent, eux, près de 250 hectares à Bruxelles. Ce constat met l'accent sur le potentiel d'emploi que représente l'agriculture urbaine professionnelle, en apportant un point d'attention toutefois à creuser la **qualité et durabilité de cet emploi**. L'étude a approché la perception des porteurs de projets quant à la qualité et la durabilité de leur emploi. Neuf critères concernant leurs conditions de travail ont été qualifiés par les enquêtés. Il en ressort que les critères dépendant de paramètres extérieurs au projet – comme les *revenus et bénéfices sociaux*, la *sécurité du travail* ou encore les *compétences et formations*

disponibles – retiennent les scores les moins bons. Notamment, plusieurs leviers sur lesquels la Région bruxelloise pourrait agir ont été pointés dans le cadre des enquêtes menées: un cadre légal et administratif ainsi que des statuts adaptés au secteur de l'agriculture urbaine professionnelle ; l'accès à des subsides (aides PAC par exemple) ; l'accès à l'information, au conseil et à des formations pour acquérir ces compétences et savoirs.

- L'étude a également permis d'entrevoir la diversité de compréhensions et de conceptions qui se cachent derrière la notion de **performance** (environnementale, économique et sociale) reprise au sein des objectifs de la Stratégie Good Food, et de mettre en avant la nécessité de définir ce que la Région souhaite placer comme signification derrière ce terme.

Les résultats sont ensuite analysés au regard des objectifs stratégiques chiffrés de la Stratégie Good Food, et notamment l'ambition que 30 % des légumes et fruits frais consommés en RBC en 2035 soient produits dans la Région. Pour arriver à cet objectif, l'étude considère qu'il est indispensable de considérer Bruxelles dans son contexte territorial et d'intégrer les communes rurales jouxtant la capitale pour envisager la résilience du système alimentaire bruxellois.

Afin de remédier au manque de disponibilité des données et de connaissances sur la production primaire à Bruxelles, nécessaires pour renforcer la Stratégie Good Food, il serait souhaitable de mettre en place un canevas régional d'aide et de soutien à l'agriculture professionnelle à Bruxelles, en vue de centraliser et systématiser les données concernant les acteurs professionnels du secteur pour la zone, idéalement en partenariat avec des structures agricoles et d'accompagnement des deux autres Régions.

D'autre part, la nécessaire reconnexion de Bruxelles avec son arrière-pays (hinterland) impliquera certainement d'explorer une autre manière d'envisager la résilience du système alimentaire bruxellois et avec elle, le besoin de relativiser le poids et la signification de certains indicateurs, ainsi que d'envisager de nouveaux indicateurs pertinents en y intégrant l'importance de la dimension humaine (à partir et pour les acteurs ou « bottom-up ») et d'une vision intégrée de la production (cultures et élevage dans un souci de résilience et d'autonomie, notamment en termes de fertilité (fumier)).

1. Contexte de l'étude

Le présent marché public s'inscrit dans le contexte de la Stratégie Good Food « Vers un système alimentaire durable », initiée et portée depuis fin 2015 par la Région de Bruxelles Capitale (RBC).

Cette stratégie Good Food souhaite inscrire la question de l'alimentation au cœur de la dynamique urbaine bruxelloise en incluant pleinement les enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Ce projet s'organise autour de 7 axes stratégiques dont le premier vise à « augmenter la production alimentaire locale et durable ».

Au sein de cet axe, les objectifs visés par la Stratégie Good Food sont les suivants :

- En 2035, l'agriculture urbaine professionnelle en zone urbaine et périurbaine (périmètre de 10 km autour de la RBC) produira 30% des fruits et légumes non transformés consommés par les Bruxellois (en kg) – objectif de 5 % en 2020 et de 30% en 2035.
- En 2020, 100% des nouveaux projets de production agricole professionnels sont performants au niveau environnemental, économique et social.
- En 2020, 100% des terres agricoles inscrites au PRAS sont toujours préservées.

Après deux ans de mise en oeuvre, la Région bruxelloise s'interroge sur l'avancée des objectifs chiffrés ci-dessus. Il apparaît dès lors nécessaire de réaliser une évaluation de la situation agricole professionnelle en RBC et dans sa périphérie en 2018.

2. Objectifs de la mission

Plusieurs étapes ont été définies afin de réaliser une évaluation de la situation agricole professionnelle en RBC et dans sa périphérie en 2018 :

- Définir sans équivoque ce que signifie, d'une part, la production agricole primaire urbaine et péri-urbaine professionnelle, et d'autre part ce que l'on entend par producteurs agricoles professionnels ;
- Evaluer la production agricole primaire urbaine professionnelle en RBC, et plus particulièrement la production en fruits et légumes;
- Recenser les données existantes concernant l'agriculture traditionnelle en RBC et l'agriculture en périphérie (surfaces de production) ;
- Effectuer un recensement exhaustif des projets d'agriculture urbaine;
- Réaliser pour chacun des projets agricoles visités une fiche descriptive présentant la typologie de l'exploitation (profil du/des porteurs de projet, type de production, filières d'écoulement ...)
- Proposer une analyse de la situation agricole actuelle en RBC ainsi que des pistes de réflexions et d'actions pour la continuité de la Stratégie Good Food ;
- Quand cela est possible, quantifier l'évolution de cette situation entre 2015 et 2017 ;
- Prévoir une méthodologie permettant de répéter en 2019-2020 le système de quantification établi (sur base d'indicateurs bien définis, de listes de questions, de formulaires, d'interlocuteurs, de sources de données, etc...)

3. La production agricole primaire urbaine professionnelle

3.1. Définition de la production urbaine

Les agronomes Paule Moustier (membre du CIRAD, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) et Alain Mbaye (ISRA, Institut sénégalais de recherches agricoles) estiment qu'est **urbaine**, « l'agriculture située dans la ville ou sa périphérie dont les produits sont majoritairement destinés à la ville et pour laquelle il existe une alternative entre usage agricole et non agricole des ressources (sol, main d'œuvre, eau...), alternative qui ouvrent sur des concurrences mais aussi des complémentarités (1999) ».

Mougeot (2000) souligne que l'agriculture urbaine se caractérise par son « intégration au sein du système économique et écologique urbain ». L'auteur pointe de cette façon toute l'importance des connexions établies entre l'initiative agricole et son écosystème urbain. Il souligne ainsi les interdépendances matérielles et organisationnelles de ce type de production agricole.

De même, Zahm et al. (2015) relève qu'à l'échelle du système de production, l'ancrage territorial d'une exploitation est caractérisée par sa « capacité à contribuer à un processus de coproduction et de valorisation de ressources territoriales ».

Ainsi, il apparaît que les initiatives d'agriculture urbaine doivent dès lors être orientées en premier lieu vers l'approvisionnement et la mobilisation de ressources issues du territoire urbain. Cette dimension écosystémique doit être renforcée et rendue opérationnelle, faute de quoi, le concept sera peu utile sur le plan scientifique, technologique et politique (Mougeot, 2000).

3.2. Définition de la production professionnelle

Dans le cadre du présent marché public, est considérée comme **professionnelle** toute agriculture à vocation (au moins partiellement) économique, c'est-à-dire qui commercialise (une partie de) sa production agricole à un tiers, en tant qu'indépendant complet ou complémentaire, ou avec tout autre statut professionnel comparable (donc hors bénévoles ou producteurs ponctuels).

Remarque : cette catégorisation inclut la vente « sur le champ » dite d'auto-cueillette ainsi que la vente « à la ferme ». Ceci exclut donc les projets exclusivement voués à l'auto-consommation, tels que ceux mis en place dans les jardins collectifs.

4. Méthodologie adoptée

La présente mission a comporté plusieurs étapes menées en parallèle :

- Compilation des données existantes
- Diagnostic agraire
- Estimation de la production

4.1. Compilation des données existantes

L'objectif de ce travail a été de rassembler des données concernant les projets d'agriculture professionnelle au sein des 19 communes bruxelloises via des interviews et démarches proactives auprès des agriculteurs urbains et pour les 19 communes limitrophes via la récolte de données existantes. Une première liste de contacts a été fournie par le Laboratoire d'Agroécologie de l'ULB ainsi que par la Cellule Agriculture du SPRB. Ce listing a été complété au fil de rencontres avec les acteurs de terrain.

4.2. Diagnostic agraire

La réalisation du diagnostic agraire en RBC a été réalisé suivant une approche pragmatique basée sur des enquêtes de terrain afin d'être au plus proche de la réalité agricole bruxelloise.

La première étape de travail a été de réaliser, en concertation avec le Comité d'accompagnement, un guide d'entretien permettant de structurer les informations récoltées autour d'une série d'indicateurs (voir Annexe 2.1.) :

- les acteurs du projet (âge, milieu social, formation, historique du projet...)

Remarque : Codes NACE

Etant donné que l'octroi des subsides par la Région est en partie régulé par les codes NACE (Nomenclature statistique des Activités économiques dans la Communauté Européenne), il a été envisagé d'utiliser ces codes afin d'identifier et catégoriser les acteurs professionnels en RBC. Cependant, il s'est avéré que, pour des raisons diverses, ces références sont souvent multiples et différentes pour des projets ayant la même activité. Nous avons donc pris le parti de ne pas reposer notre typologie sur ces références qui, dans l'état actuel des choses, ne nous semblent pas pertinentes pour qualifier et identifier l'activité des projets professionnels en agriculture. Cette observation attire cependant l'attention sur la nécessité de bien informer les porteurs de projets sur l'importance d'un bon choix des code NACE qu'ils associent à leur structure juridique.

- les caractéristiques de l'exploitation (superficie, mécanisme d'accès au foncier, type de production, modèle de production ...)
- les modes de production (conventionnel, biologique...)
- les données économiques (production primaire, filières de commercialisation, chiffre d'affaires lié à la production...)

- les témoignages de la perception de ces agriculteurs concernant leur performance au niveau environnemental, économique et social.

De manière générale, la performance a été abordée de manière qualitative. Etant donné l'absence de précisions de la part de la Stratégie Good Food sur cette notion, et compte tenu du temps imparti pour réaliser cette mission, l'approche était de recueillir la position des acteurs afin qu'ils puissent eux-mêmes définir la notion de performance.

Cependant, certaines nuances sont amenées via un ensemble de sous-indicateurs ciblés pour évaluer le nombre d'emplois créés par le projet d'agriculture urbaine ainsi que la durabilité de ces emplois. Pour ce faire, l'étude se base sur les critères de durabilité du travail définis dans la thèse d'Antoinette Dumont (Dumont, 2017) qui sont :

- Niveau d'autonomie et de contrôle
- Salaire et bénéfices sociaux
- Sécurité du travail : risque de perdre son travail
- Sécurité sanitaire : santé morale et physique liée au travail
- Position dans la société par rapport au métier
- Temps au travail
- Compétence : formations (point de vue quantitatif et qualitatif)
- Bénéfices intrinsèques au travail
- Confort (inconfort) lié au travail

Il s'agit ici d'une évaluation semi-quantitative pour laquelle il a été demandé aux acteurs d'évaluer chacun de ces sous-critères sur une échelle de 1 à 5.

Au sein des 19 communes, les données récoltées via les statistiques officielles ont été approfondies par des entretiens détaillés d'une majorité d'acteurs situés sur le territoire de la RBC *sensu stricto* afin de donner une photographie précise de la situation agricole professionnelle.

Cette approche s'est également révélée nécessaire car une bonne partie des projets agricoles en Région bruxelloise - 30 projets sur 64¹ acteurs professionnels agricoles en RBC - ne sont pas référencés auprès de la PAC. Dans ce contexte, les données telles que la superficie des projets, le type de production ... peuvent uniquement être obtenues auprès des acteurs-mêmes.

4.3. Estimation de la production primaire

Les entretiens réalisés auprès des agriculteurs urbains ont permis d'étayer et d'affiner de nombreux indicateurs, d'un point de vue qualitatif et également quantitatif. Cependant, ces données se sont révélées limitées spécifiquement en ce qui concerne la production primaire.

En effet, à Bruxelles, la grande majorité des agriculteurs urbains contribuant à la production primaire travaillent en maraîchage pleine terre. Dans ce contexte urbain, les projets de maraîchage professionnels en pleine terre se caractérisent par un travail (bio-)intensif et sur de (très) petites surfaces (<30 ares à ~ 1 ha).

¹ 32 projets d'agriculture urbaine et 32 agriculteurs traditionnels

C'est-à-dire que les maraîchers pratiquent – la plupart du temps - des rotations très courtes² afin de rentabiliser au maximum la surface de culture. Au cours de la saison, il arrive qu'ils récoltent différents produits plusieurs fois sur une même planche de cultures. Il est dès lors très difficile pour eux de fournir des informations sur leur productivité primaire par culture et/ou par surface.

De même, il apparaît difficile d'estimer le rendement de la production maraîchère à partir de données moyennes car ce rendement est très variable selon les pratiques culturales et dépend fortement du niveau de connaissances et d'expertise de chacun des producteurs.

Afin de remplir la demande de ce Marché Public, qui vise à estimer au plus proche du réel la production primaire à Bruxelles, il est donc apparu nécessaire de développer une méthode de calcul indirect.

Ainsi, la production primaire en kg de ces projets agricoles a été estimée à partir des **chiffres d'affaires** liés à la production (données fournies lors des entretiens) et du **prix moyen** des différents produits (données fournies par quelques agriculteurs urbains spécifiques).

Afin d'affiner cette estimation, les produits ont été catégorisés de manière simplifiée par valeur au kg. En effet, un légume fruit (p.e. tomate), ou feuille (p.e. salade) ne se vend pas au même prix qu'un légume racine (p.e. carotte). Pour évaluer la quantité produite de chaque catégorie, 2 hypothèses ont été évaluées :

- **Hypothèse 1** : La production bruxelloise est « spécialisée » : Elle produit 100% d'une seule catégorie de légumes

Légumes fruits (kg) = chiffre d'affaires (€) / 3,4 (€/kg)

Légumes feuilles (kg) = chiffre d'affaires (€) / 5,9 (€/kg)

Légumes racines (kg) = chiffre d'affaires (€) / 1,9 (€/kg)

Production totale (kg) = Légumes fruits OU Légumes feuilles OU Légumes racines

- **Hypothèse 2** : La production bruxelloise est « diversifiée » : Elle produit 3 catégories soit 33 % de chaque légume

Légumes fruits (kg) = 33% du chiffre d'affaires (€) / 3,4 (€/kg)

Légumes feuilles (kg) = 33% du chiffre d'affaires (€) / 5,9 (€/kg)

Légumes racines (kg) = 33% du chiffre d'affaires (€) / 1,9 (€/kg)

Production totale (kg) = 1/3 de Légumes fruits + 1/3 de Légumes feuilles + 1/3 de Légumes racines

Remarque : Cette méthode de calcul ne s'applique pas pour la production de **champignons et de chicons** en cave car les agriculteurs urbains ont pu fournir les chiffres réels de production primaire. Il en va de même

² Peut aller jusqu'à 4-5 cultures différentes sur une même superficie par saison, dans le cas du SPIN Farming (Cf. Projet de Recherche Co-create SPINCOOP 2015-2018. Ce projet rassemble les partenaires Agroecology Lab, CEESE de l'ULB et Crédal et Cycle Farm srl. <http://www.cocreate.brussels/-SPINCOOP->)

pour les projets d'élevage où les données de production de **lait, de viande, d'insectes** ont été transmises par les acteurs directement lors des entretiens.

5. Résultats

5.1. Les projets d'agriculture urbaine en RBC

5.1.1 Evolution du nombre de projets d'agriculture urbaine entre 2015 et 2018

La Figure 1 représente une ligne du temps des projets d'agriculture urbaine portés par des agriculteurs urbains (ou NIMAculteurs comme définis dans la section 5.2), établis, en projet et/ou qui ont trouvé une fin entre les années 2015 et la mi-2018. Ces données permettent de montrer une croissance effective des projets en RBC. En 2015, 12 projets étaient déjà actifs et 3 nouveaux projets voient le jour. En 2016, 6 nouveaux projets voient le jour. Ces projets se mettent en place sur l'Espace Test Agricole d'Anderlecht. Chaque porteur de projet dispose des terrains, des outils et infrastructures pendant 2 saisons pour lancer son activité de maraîchage. Cependant, après cette période de « test » les porteurs de projets devront trouver des terres cultivables de préférence à Bruxelles. Pour comptabiliser ces projets dans un futur proche, il faudra qu'ils se pérennisent dans le temps et en RBC. En 2017, 7 nouveaux projets voient le jour et 1 périclité. En 2018, 7 nouveaux projets voient le jour dont 1 est un maraîcher s'installant à l'Espace Test Agricole. Cette ligne du temps permet d'avoir une idée sur l'évolution de l'agriculture urbaine à Bruxelles depuis 2015.

Il est à noter que les projets d'agriculture urbaine professionnels mixtes dont les objectifs principaux ne sont pas la production mais plutôt la formation, la sensibilisation, le service aux entreprises, etc... (ex : Skyfarm, Aquaponie Bruxelles, YA+CA, Vestaculture) ainsi que les projets d'apiculture ne sont pas repis dans ce rapport.

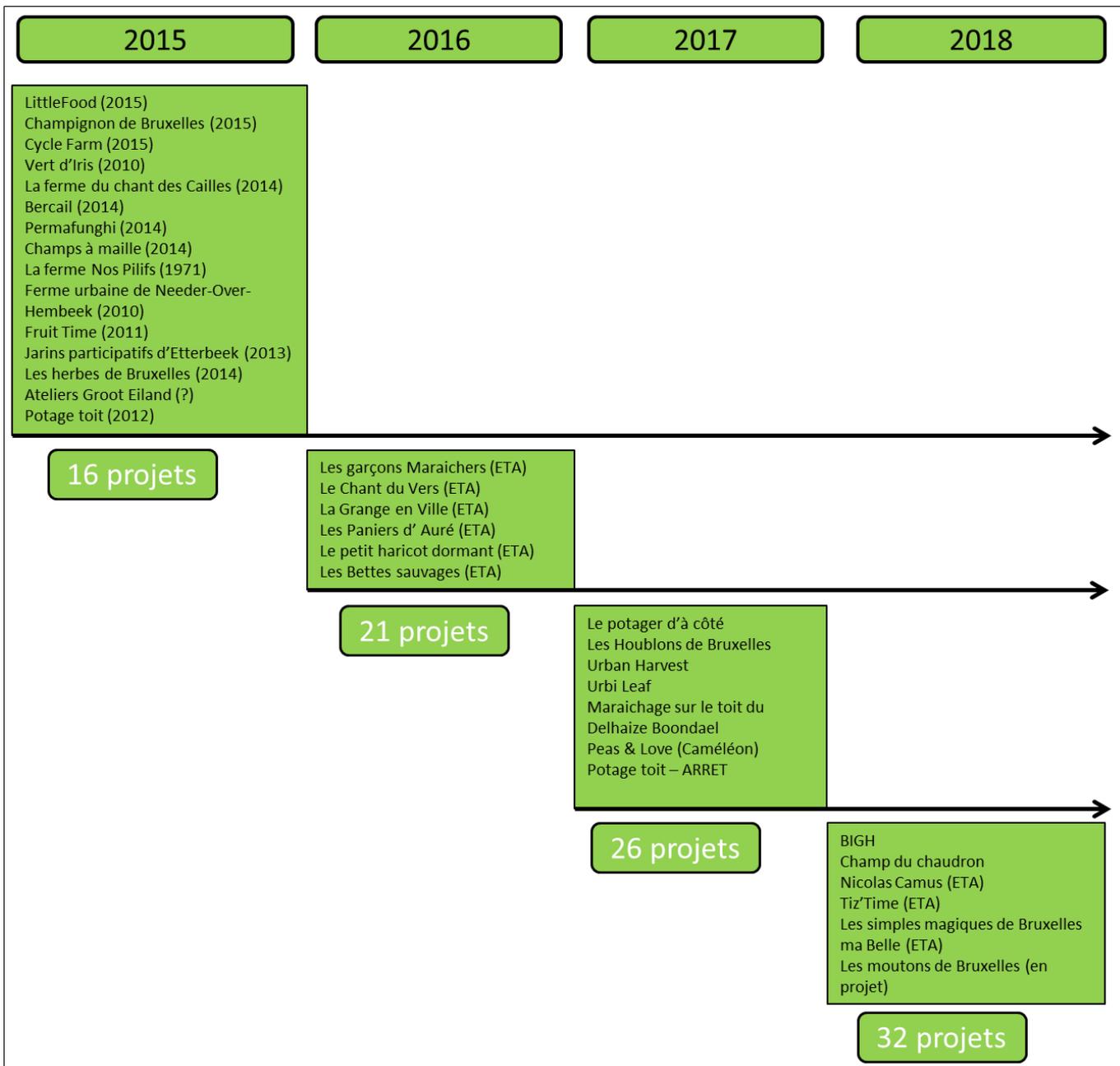


Figure 1. Ligne du temps reprenant l'ensemble des projets d'agriculture urbaine avec leurs « dates de naissance » s'ils sont antérieurs à 2015, en gras les nouveaux projets opérationnels.

(Sources : Données récoltées). ETA= Espace Test Agricole

Depuis 2015, le nombre de projets d'agriculture urbaine a donc plus que doublé. Cette croissance est à appréhender dans son contexte. Il faut notamment tenir compte du fait que les 9 projets développés par l'intermédiaire de l'Espace Test Agricole ne sont pas autonomes ni assurés de pouvoir continuer à moyen ou long termes, en raison d'un accès très difficile au foncier agricole, notamment.

5.1.2 Les projets d'agriculture urbaine en 2018

Le Tableau 1 présente l'ensemble des projets d'agriculture urbaine professionnelle portés par des agriculteurs urbains en RBC (situation début 2018). À l'issue de la présente mission, 16 projets (indiqués en vert ; 3 projets au sein de l'Espace Test Agricole de Graines de Paysans) sur 32 ont fait l'objet d'une étude approfondie. Les 16 projets restants n'ont pas pu être visités soit pour cause de réponse négative des porteurs de projets, soit par absence de données tangibles au vu de la production primaire encore inexistante, étant donné la création très récente de certains projets. Cependant, les surfaces de culture (S dans Tableau 1) de 8 projets non visités sont prises en compte dans ce rapport. Ces données ont été fournies via les porteurs de projets visités, trouvées la littérature, des articles de presse ou des rapports d'activité annuels, ou encore fournies par les administrations bruxelloises. La production (t/an) des 9 projets qui ont démarré dans le cours des années 2017-2018 n'est pas disponible car ces projets n'ont pas encore produit sur une année entière.

Tableau 1. Tableau récapitulatif présentant les projets d'agriculture urbaine professionnelle avec siège social en RBC et référencés au cours de la mission (mars-avril 2018), et les données quantitatives récoltées pour chaque projet (S = Surface, P = Production (chiffre d'affaire ou tonne), ETP = Equivalent Temps Plein; Les projets dans le bas du Tableau (2018) sont les projets créés en 2018 ou dans le courant 2017 mais dont la première année de production complète sera 2018. Les projets visités sont surlignés en vert.

| | Nom | Commune | Activité | Données récoltées |
|----|--|---------------------|---------------|-------------------|
| 1 | Bercail | Watermael-Boitsfort | Elevage | S, P, ETP |
| 2 | Fruit-time | Anderlecht | Petits fruits | S, P, ETP |
| 3 | Permafungi | Bruxelles | Champignons | S, P, ETP |
| 4 | Le Champignon de Bruxelles | Anderlecht | Champignons | S, P, ETP |
| 5 | Little food | Laeken | Insectes | S, P, ETP |
| 6 | Champ-à-mailles (Maison Verte et Bleue) | Anderlecht | Maraîchage | S, P, ETP |
| 7 | Potagres Betterave enz. et InnRGreen - Vert d'Iris | Anderlecht | Maraîchage | S, P, ETP |
| 8 | Ferme du Chant des cailles (Pôle Maraichage) | Watermael-Boitsfort | Maraîchage | S, P, ETP |
| 9 | Ferme urbaine de Neder-Over-Heembeek - | Neder-Over-Heembeek | Maraîchage | S, P, ETP |
| 10 | Cycle Farm scl | Uccle | Maraîchage | S, P, ETP |
| 11 | Le potager d'à côté - Versaen PP | Uccles | Maraîchage | S, P, ETP |
| 12 | Jardins Participatifs d'Etterbeek | Etterbeek | Maraîchage | S, P, ETP |
| 13 | Nos Pilifs | Neder-Over-Heembeek | Maraîchage | S, P, ETP |
| 14 | Le chant du vers – ETA | Anderlecht | Maraîchage | S, P, ETP |
| 15 | Les paniers d'Auré – ETA | Anderlecht | Maraîchage | S, P, ETP |
| 16 | Les garçons maraîchers – ETA | Anderlecht | Maraîchage | S, P, ETP |
| 17 | Les bettes sauvages – ETA | Anderlecht | Maraîchage | S |
| 18 | Le petit haricot dormant – ETA | Anderlecht | Maraîchage | S |
| 19 | La grange en ville – ETA | Anderlecht | Maraîchage | S |
| 20 | Ateliers Groot Eiland | Bruxelles | Maraîchage | S |

| | | | | |
|----|--|----------------------|--|---|
| 21 | Les herbes de Bruxelles - Le Début des Haricots asbl | Neder-Over-Heembeek | Herbes aromatiques | |
| 22 | Maraichage sur le toit Delhaize Boondael | Ixelles | Maraîchage hors-sol | S |
| 23 | Peas and love | Woluwé-Saint-Lambert | Maraîchage (potagers entretenus, hors-sol) | S |
| 24 | Abattoirs - BIGH (2018) | Anderlecht | Maraîchage hors-sol | S |
| 25 | Le champ du chaudron | Anderlecht | | |
| 26 | Nicolas Camus - ETA (2018) | Anderlecht | Maraîchage | S |
| 27 | Tiz'Time - ETA (2018) | Anderlecht | Tisanière | S |
| 28 | Les simples magiques de Bruxelles ma Belle - ETA (2018) | Anderlecht | Tisanière | S |
| 29 | Houblons de Bruxelles (2018) | Jette | Houblons | |
| 30 | Urbi Leaf (2018) | Bruxelles | Micro-pousses | |
| 31 | Urban Harvest (2018) | Bruxelles | Micro-pousses | |
| 32 | Les moutons de Bruxelles (en projet) | | Viande et laine | |

NB : Un tableau récapitulatif présentant l'ensemble des acteurs agricoles professionnels en RBC est disponible en Annexe 1.

5.2. Typologie des acteurs

Au sein de la RBC, deux types de profils coexistent ; les agriculteurs urbains et les agriculteurs traditionnels.

Premièrement, les projets d'agriculture urbaine visités sont essentiellement portés par des personnes non issues du milieu agricole ou NIMAculteurs (Non Issues du Milieu Agricole : NIMA ; référencés dans les sections précédentes comme « agriculteurs urbains »).

Les profils de tous ces NIMAculteurs sont similaires. Il s'agit de personnes jeunes (n=24 ont moins de 35 ans, voir Figure 2) ayant suivi un parcours universitaire et ayant tou(te)s travaillé au préalable dans un secteur différent que le secteur agricole avant de se lancer. Cette transition vers l'agriculture s'explique pour la plupart d'entre eux par une recherche d'autonomie et de sens vis-à-vis de leur activité professionnelle.

En ce qui concerne les NIMAculteurs installés en tant que maraîchers, les formations suivies au niveau des techniques agricoles sont principalement des formations de courte durée, type formation de permaculture ou encore dans des centres de formation spécialisés (CRABE). Ces acteurs s'inspirent de modèles bio-intensifs existants tels que ceux développés par Jean-Martin Fortier³ au Québec, ou encore la Ferme du Bec-Hellouin⁴ en Normandie. Du point de vue des techniques culturales, ces projets s'inscrivent dans une dynamique d'agriculture biologique même si tous n'ont pas la certification. L'amendement des terres se fait principalement par du fumier de cheval, de l'engrais certifié bio (DCM) ou encore du compost également

³ <http://lejardiniermaraicher.com>

⁴ <https://www.fermedubec.com>

certifié bio (De Winter). Lorsque des plants maraîchers sont achetés, ils le sont systématiquement chez De Koster (Merchtem) ou plus rarement Arche en Terre (Tourinnes-Saint-Lambert). La commercialisation se fait en circuit court et généralement par le biais de paniers de légumes frais et de saison.

Un deuxième type d'acteur agricole est présent à Bruxelles : les agriculteurs que nous regrouperons au sein d'un type dit « traditionnel ». En effet, quelques 250 hectares de terres agricoles sont aujourd'hui déclarés à la PAC en RBC. D'après les déclarations PAC fournies par la Cellule Agriculture du SPRB, 34 acteurs professionnels (avec un numéro d'agriculteur) cultivent des terres à Bruxelles.

Parmi ces 34 agriculteurs, il n'en reste que 8 dont le siège social se trouve en RBC. Parmi ces exploitants, seuls deux ont un troupeau (1 troupeau laitier d'Holstein et un troupeau viandeux de Blanc-Bleu-Belge) et implantent des cultures fourragères pour leur cheptel. Ce sont des exploitations en polyculture élevage. Les 6 restants n'ont pas de troupeaux et suivent un modèle de grandes cultures dans lequel on retrouve des assolements du maïs, de la betterave, du blé ainsi que des prairies temporaires et permanentes (entretien avec Maarten Roels, Terre-en-Vue, avril 2018). Ces agriculteurs traditionnels sont similaires dans leurs profils, c'est-à-dire qu'il s'agit d'agriculteurs professionnels issus du milieu agricole relativement vieillissant.

Il est à noter que parmi les 34 producteurs déclarant des terres à la PAC, on comptabilise 2 projets portés par des NIMAculteurs (Graines de Paysans et le Bercaïl). Ainsi, le nombre d'agriculteurs suivant un modèle traditionnel s'élève à 32 en RBC, dont la majorité (32-8=24) possède son siège social en Région flamande.

D'après les données de Statbel et les données récoltées lors de cette étude, la pyramide des âges des agriculteurs traditionnels et des NIMAculteurs en RBC s'articule comme suit (Figure 2).

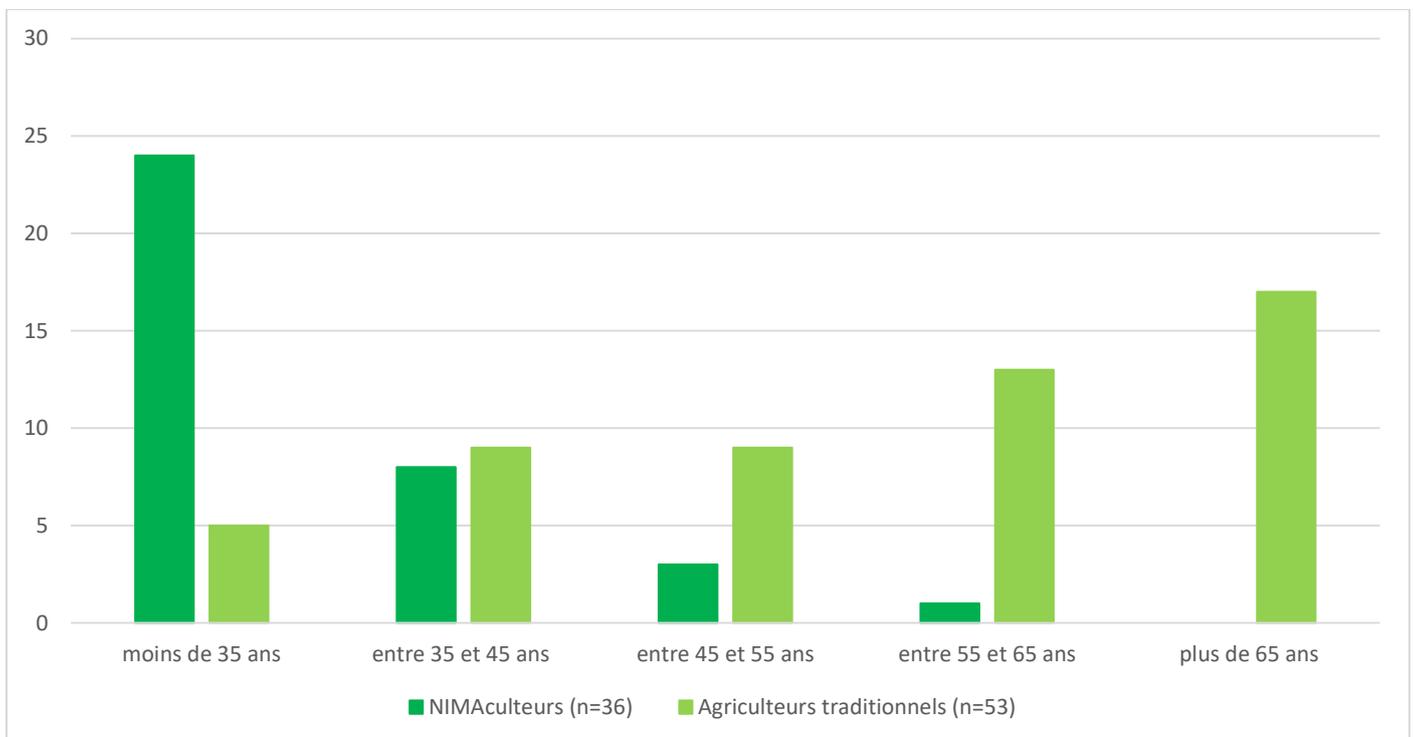


Figure 2. Pyramide des âges des NIMAculteurs (n=36) et des agriculteurs traditionnels (n=53). Données issues des enquêtes réalisées au cours de la mission et site de Statbel (2016).

La Figure 2 met en évidence la grande différence existant entre les pyramides des âges des agriculteurs traditionnels et des NIMAculteurs : les premiers sont pour la majorité plus âgés que 55 ans et se dirigent vers la retraite, tandis que les deuxièmes sont en grande majorité plus jeunes que 35 ans.

Qualité des données

Concernant la typologie des acteurs, nous estimons que la qualité de données est bonne pour les projets visités. Néanmoins, il serait nécessaire d'en rencontrer encore une bonne partie des agriculteurs traditionnels afin de rendre les données plus robustes.

5.3. Typologie des projets

La Figure 3 présente l'ensemble des projets d'agriculture urbaine portés par des NIMAculteurs en 2018, en incluant donc les projets qui n'ont pas fait l'objet d'enquêtes. On dénombre 19 projets maraîchers en pleine terre dont 2 ayant orienté ses cultures vers des cultures à haute valeur ajoutée en pleine terre, 5 projets avec des cultures à haute valeur ajoutée hors sol (micro-pousse, champignons), 2 tisanières, 2 projets d'élevage ovin (1 transformation du lait en fromage et 1 engraissement des agneaux afin de produire de la viande), 2 projets de maraichage hors sol, 1 projet de petits fruits en auto-cueillette et 1 projet d'élevage d'insectes. Il faut noter qu'un projet de maraichage sur un toit dans le centre-ville a existé jusqu'en 2017. Ce projet a périclité en 2017 suite à une reprise de l'espace par les propriétaires des lieux. C'est le seul projet ayant arrêté son activité depuis 2015.

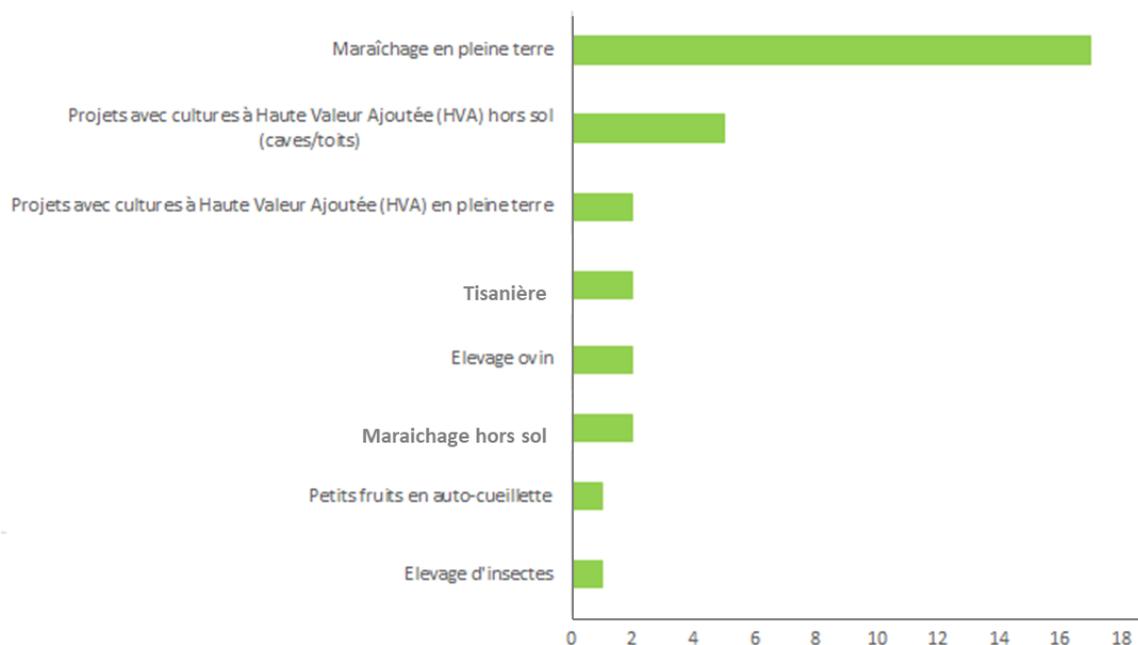


Figure 3. L'ensemble des projets d'agriculture urbaine portés par des NIMAculteurs en 2018, $n = 32$.
Sources : Données récoltées et SPRB, 2018.

La Figure 4 présente la typologie des projets d'agriculture urbaine qui ont été interviewé en profondeur dans cette étude. Dix projets de maraîchage en pleine-terre (répertoriés dans le Tableau 3) sur 22 au total ont été sujets de ces interviews.

Sur les 16 projets visités, 13 s'orientent vers la production maraîchère de légumes frais. Parmi ces 12 projets, 11 sont installés en pleine terre (Tableau 3) et 2 en caves (production de champignons et de chicons). Les 3 projets restants diffèrent dans leurs productions. Il s'agit d'un projet d'élevage de brebis laitière (Le Bercail), 1 projet d'élevage d'insectes comestibles (Little Food) et 1 projet de production de petits fruits (Fruit Time).

La récolte rétroactive des données concernant les indicateurs choisis dans la présente étude, pour les acteurs professionnels de l'agriculture à Bruxelles, est très difficile à opérer pour plusieurs raisons. En effet, l'ensemble des projets sont jeunes et ont peu (voire pas) de systématisation ou de suivi régulier de ces données.

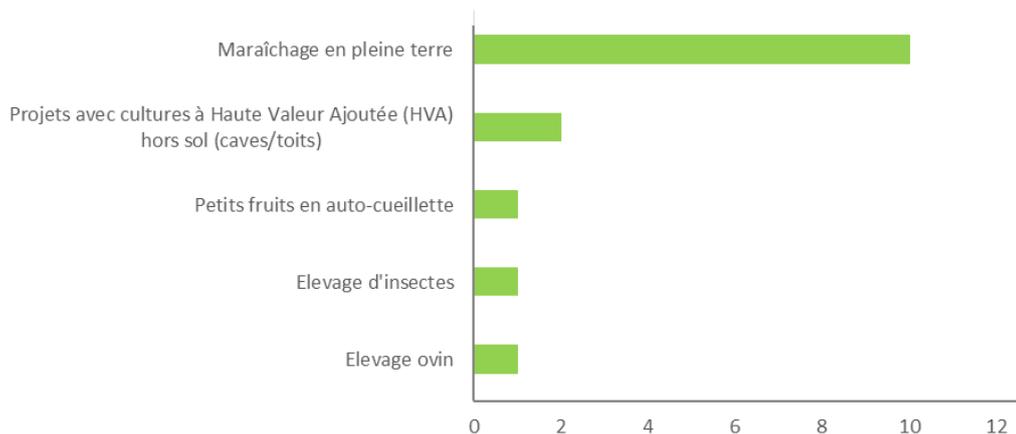


Figure 4. Classification des projets d'agriculture urbaine portés par les NIMAculteurs en RBC ($n=15$). Données issues des enquêtes de terrain réalisées au cours de la mission, 2018.

Une proportion importante des projets répertoriés occupe une place spécifique dans l'écosystème de projets agricoles professionnels bruxellois : celle des projets hybrides.

Ces projets se définissent comme étant « des projets de production primaire en pleine terre (légumes, fruits, plants, aromatiques, ...) et dont l'activité de production est également un moyen d'atteindre d'autres finalités, davantage d'ordre sociétales, telles que l'éducation, la formation, l'ouverture au public, la sensibilisation, l'intégration sociale, la santé, le bien-être, ... »⁵ (Figure 5). Il s'agit donc de projets à la croisée entre la

⁵ Cette définition est actuellement en construction et découle de réflexions développées dans le cadre du Projet Co-create 2015-2018 ULTRA-TREE. Le projet rassemble les partenaires Maison Verte et Bleue, les Centres de Recherche CEESE et Agroecology Lab de l'ULB, le Laboratoire LAAP de l'UCL, Greenloop et le Début des Haricots asbl.<http://www.cocreate.brussels/-UltraTree->

production agricole professionnelle et l'intégration de cette production au sein du tissu urbain. D'un point de vue économique, la production agricole produite par ces projets est écoulee en dehors de la structure.

Pour exemple, la Ferme du Chant des cailles valorise un capital social important en plus de son objectif productif. Cette coopérative agricole à finalité sociale (SCRL-FS)⁶ s'organise autour de 3 pôles professionnels – maraîchage, élevage de brebis laitières et herbes aromatiques - et 1 pôle social qui permet une forte implication des citoyens du quartier Logis-Floréal : dans la gestion d'un jardin collectif, dans le pôle maraîchage via un système de GASAP en auto-récolte ainsi qu'une participation lors de chantiers collectifs organisés par les pôles professionnels. Les maraîchers peuvent ainsi se rémunérer décemment (17 euros brut/h en 2018).

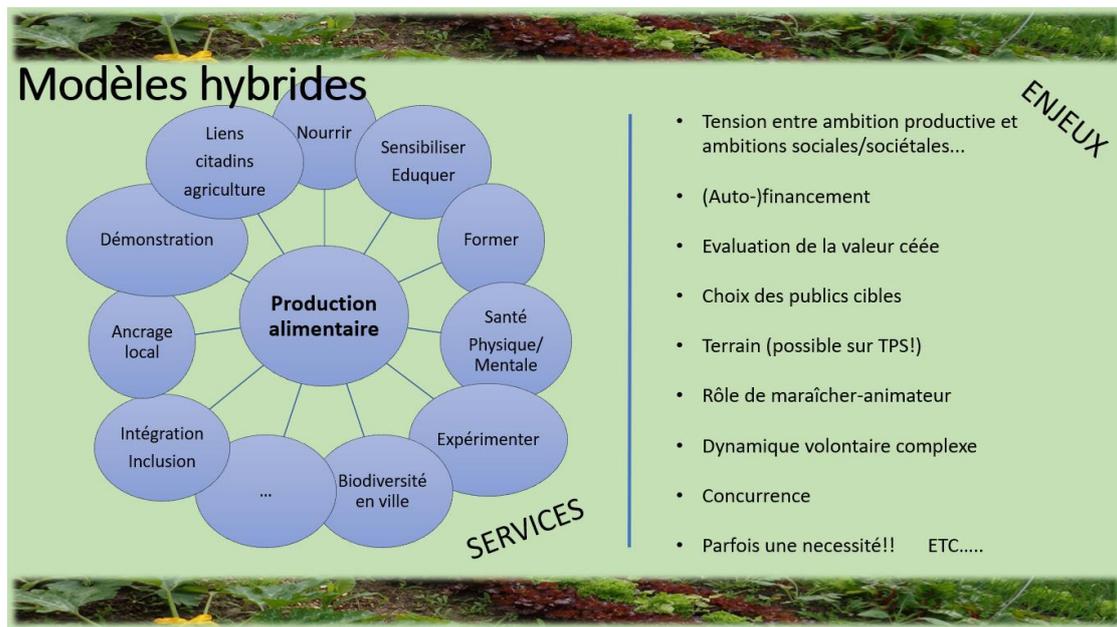


Figure 5. Schéma conceptuel représentant l'ensemble des services et enjeux associés aux modèles hybrides (Sources : Geoffroy Anciaux, Projet Co-create ULTRA TREE). TPS = Très Petites Surfaces

5.4. Surfaces agricoles

5.4.1 Surfaces agricoles en RBC

5.4.1.1 Surfaces agricoles déclarées à la PAC par les agriculteurs traditionnels

Les données officielles concernant les superficies agricoles en Région bruxelloise sont issues des déclarations PAC 2017 et sont présentées au Tableau 2. Il s'agit donc ici uniquement des projets agricoles dont l'exploitant possède un numéro d'agriculteur. Ces données ne prennent pas en compte les superficies attribuées aux cultures maraîchères par les NIMAculteurs (sauf données de Fruit Time et du Bercaïl, qui ne sont pas reprises dans le Tableau 2 ci-dessous).

⁶ Cf. Fiche Projet "Coopérative du Chant des cailles"

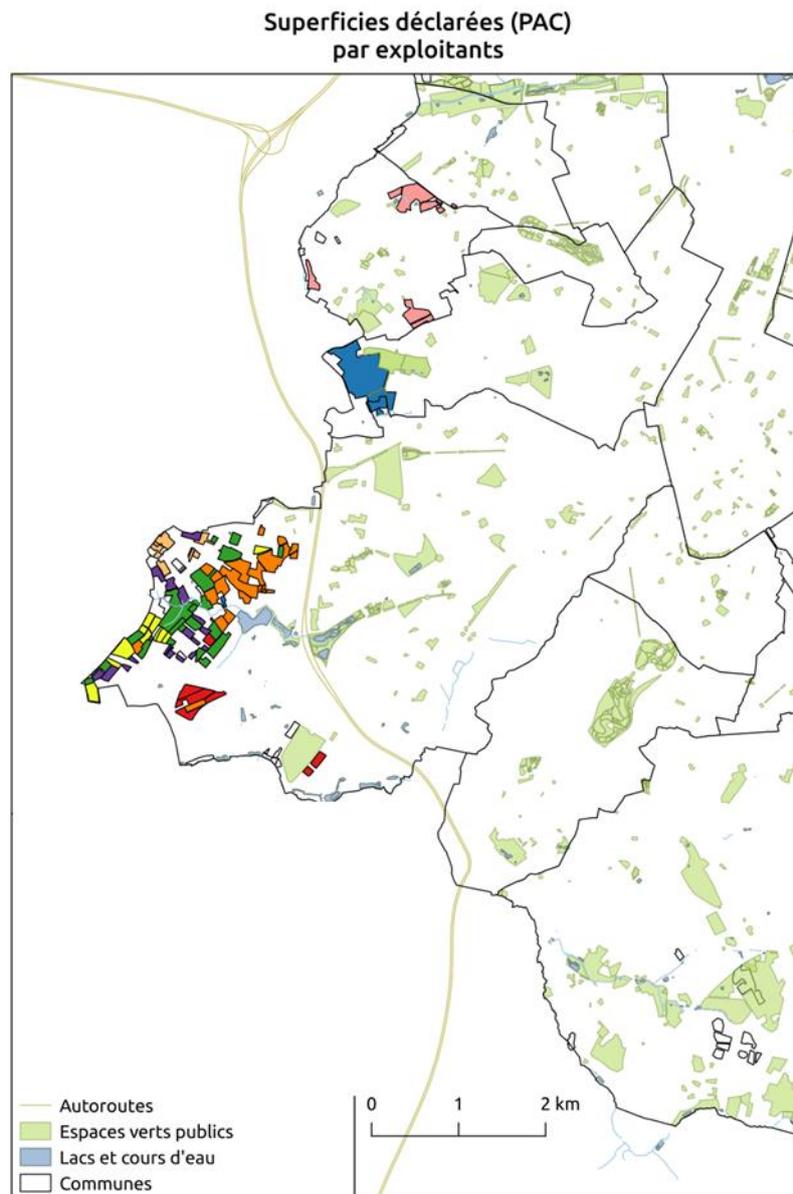
Tableau 2. Superficie agricole par type de cultures en RBC déclarées à la PAC 2017. Sources : PAC 2017

| Type de cultures | Superficie (ha) |
|---------------------------------|-----------------|
| Prairies * | 141 |
| Froment d'hiver | 27.3 |
| Maïs fourrager (ensilage) | 26 |
| Maïs grain | 19.7 |
| Pommes de terre | 9.2 |
| Epeautre | 4.1 |
| Autres | 3.9 |
| Avoine de printemps | 3.2 |
| Orge d'hiver | 2 |
| Avoine d'hiver | 1.4 |
| Maraîchage conventionnel | 1.3 |
| | 239 |

* La valeur correspondant aux prairies déclarées à la PAC est de 145.5 ha. Les 4.5 ha correspondants au Bercail (NIMAculteur) ont été soustraits de ce total. Les déclarations PAC de Fruit Time (1 ha) et de Graines de Paysans (3.3 ha) sont également soustraites au total. La superficie totale déclarée à la PAC en 2017 pour la RBC s'élève donc à 248 ha

Les projets de maraîchage déclarés à la PAC par des agriculteurs traditionnels ne représentent donc que 0.55 % (1,3 ha sur un total de 239 ha) de la surface cultivée en RBC. En prenant en compte les NIMAculteurs déclarant leurs surfaces d'exploitation à la PAC (Bercail (prairie 4.5 ha); Fruit Time (petits fruits 1 ha) ; Graines de Paysans (maraichage 3.3 ha)), le pourcentage de la surface agricole totale déclarée à la PAC (248 ha) attribuée au maraichage (4.6 ha, sans prendre en compte les petits fruits) est de 1.8 %.

Il est à noter que l'ensemble de ces parcelles déclarées à la PAC est fortement morcelé au sein de la capitale, mais qu'elles se concentrent dans le Nord-Ouest de la Zone (Neerpède)(Figure 6).



*Figure 6 : Situations géographiques des parcelles cultivées déclarées à la PAC et les noms des exploitants.
Sources : Modifié de Terre-en-Vue, 2016. Les différentes couleurs des parcelles représentent différents exploitants*

Au-delà de ces données officielles, les enquêtes menées auprès des NIMAculteurs ont permis d'affiner les chiffres de surfaces agricoles, en prenant en compte des superficies attribuées à la production primaire jusqu'à présent non répertoriées sur la RBC.

5.4.1.2 Surfaces de production utilisées par les NIMAculteurs

Dans le cadre du présent Marché, les enquêtes de terrain ont permis d'approcher la superficie dédiée à l'agriculture urbaine professionnelle portée par des NIMAculteurs à Bruxelles⁷.

Celle-ci s'élève – selon les données récoltées auprès de la Région, de la littérature, et pour les 16 projets interviewés - à quelques 11,15 ha, dont (Tableaux 3 et 4) ;

- 6,85 ha sont alloués au maraîchage en pleine terre (Graines de Paysans (ETA), Groot Eiland , et autres maraichages en pleine terre (Tableau 3)) ;
- 1 ha est alloué à la production de petits fruits ;
- 2,7 ha pour l'élevage ovin sous forme de pré-verger ;
- 0,6 ha pour la culture hors-sol

Cette surface de 11,15 ha est légèrement sous-estimée car ne correspond qu'à 26 projets sur 32. Elle reprend cependant tout de même les surfaces de production les plus conséquentes sur la RBC (projets enquêtés + Graines de Paysans + Groot Eiland + BIGH + Delhaize Boondael + Peas and Love).

Le détail des surfaces de production des projets de maraîchage en pleine terre enquêtés en RBC est repris dans le Tableau 3.

Tableau 3 : Surfaces agricoles des projets de maraîchage en pleine terre enquêtés en RBC. ETA = Espace Test Agricole

(Sources : données récoltées)

| Projet de maraîchage en pleine terre | Surface (ha) |
|--|--------------|
| Le chant du vers – Gaël Loicq (ETA) | 0.32 |
| Les paniers d'Auré – Aurélien Deprez (ETA) | 0.32 |
| Les garçons maraîchers – Jean-Philippe Gomrée (ETA) | 0.32 |
| Les Maraichers du Chant des cailles | 1.00 |
| Le Potager d'à côté | 0.60 |
| Cycle Farm | 0.30 |
| Vert d'Iris | 1.50 |
| Le Champ-à-milles (Maison Verte et Bleue Anderlecht) | 0.04 |
| Les Jardins participatifs d'Etterbeek | 0.08 |
| La Ferme Urbaine de Neder-Over-Hembeek (Le Début des haricots) | 0.70 |
| Ferme Nos Pilifs | 0.4 |
| Total | 5.58 |

⁷ Notons que deux des surfaces de production de Cycle Farm, dont le siège social est situé en RBC, ne sont pas situées *sensu stricto* sur le territoire des 19 communes. Cependant nous les avons considérées dans ce calcul de superficies en maraîchage pleine terre bruxellois car le projet est aligné sur le profil NIMAculteurs décrit plus haut et toute leur production est destinée à Bruxelles. En cela, nous considérons qu'ils font partie intégrante de la Stratégie Good Food.

5.4.1.3 Récapitulatif des données de surfaces cultivées en RBC

Un récapitulatif des données de surfaces cultivées en RBC, déclarées à la PAC et cultivées par des NIMAculteurs n'ayant pas de numéro d'agriculteur, est présenté dans le Tableau 4 ci-dessous. Les projets de maraîchage déclarés auprès de la PAC ne représentent que 1,8 % de la surface cultivée totale en RBC (250,35 ha). Le maraîchage pleine-terre pratiqué par des NIMAculteurs (indiqués par une astérisque dans le Tableau 4) occupe 6,85 ha, ce qui représente 2,6 % de la surface cultivée totale en RBC.

*Tableau 4 : Récapitulatif des données de surfaces (ha) cultivées en RBC
(Sources : Déclaration PAC 2017 et données récoltées (interviews, presse, rapports, administrations, 2018)). ETA = Espace Test Agricole; S = Surface*

| | | Données récoltées | PAC |
|---|---|-----------------------|--------------|
| Total des surfaces déclarées PAC | | | 248 |
| Total des S Agriculteurs traditionnels déclarés à la PAC | | | 239,2 |
| Surfaces déclarées PAC (ha) | ction traditionnelle légumes pleine-terre déclarée PAC * | | 1,3 |
| | Potiron | | 0,46 |
| | Poireau | | 0,3 |
| | Chou rouge | | 0,42 |
| | Chicons | | 0,1 |
| | NIMAculteurs | | 8,8 |
| | | 11,15 | |
| | Bercail | 2,7 | 4,5 |
| | Fruit-Time | 1 | 0,98 |
| | Graines de Paysans (ETA) * | 5,4 dont 2,1 cultivés | 3,3 |
| Groot Eiland * | 0,15 | | |
| Surfaces agriculture urbaine (ha) | Projets de maraîchage en pleine-terre enquêtés hors ETA (Tableau 3) * | 4,6 | |
| | Hors-sol (Total) | 0,6 | |
| | Champignons de Bruxelles | 0,08 | |
| | Permafunghi | 0,1 | |
| | Little Food | 0,04 | |
| | Delhaize Boondael | 0,035 | |
| | Peas and Love (Caméléon) | 0,12 | |
| | BIGH | 0,2 | |

* Surfaces maraîchage pleine-terre

Il est à noter que la surface actuellement réellement mise en culture sur les terrains mis à disposition par les espaces tests agricoles de Graines de paysans est de 2,2 ha sur le total des 5,4 ha repris dans le Tableau 4. Il est également important de préciser que sur les 4,5 ha déclarés à la PAC par le Bercail, seuls 2,7 ha sont utilisés pour l'élevage d'ovins sous forme de prés-vergers. Ce sont ces 2,7 ha qui sont repris dans la colonne « données récoltées » du Tableau 4.

La Figure 7 permet une vue d'ensemble, si on majore les 239,2 ha déclarés à la PAC par les agriculteurs traditionnels avec les données récoltées via enquêtes de terrain auprès des NIMAculteurs. Dans cette Figure, on constate que les superficies dédiées aux prairies comptent pour plus de 50% des terres.

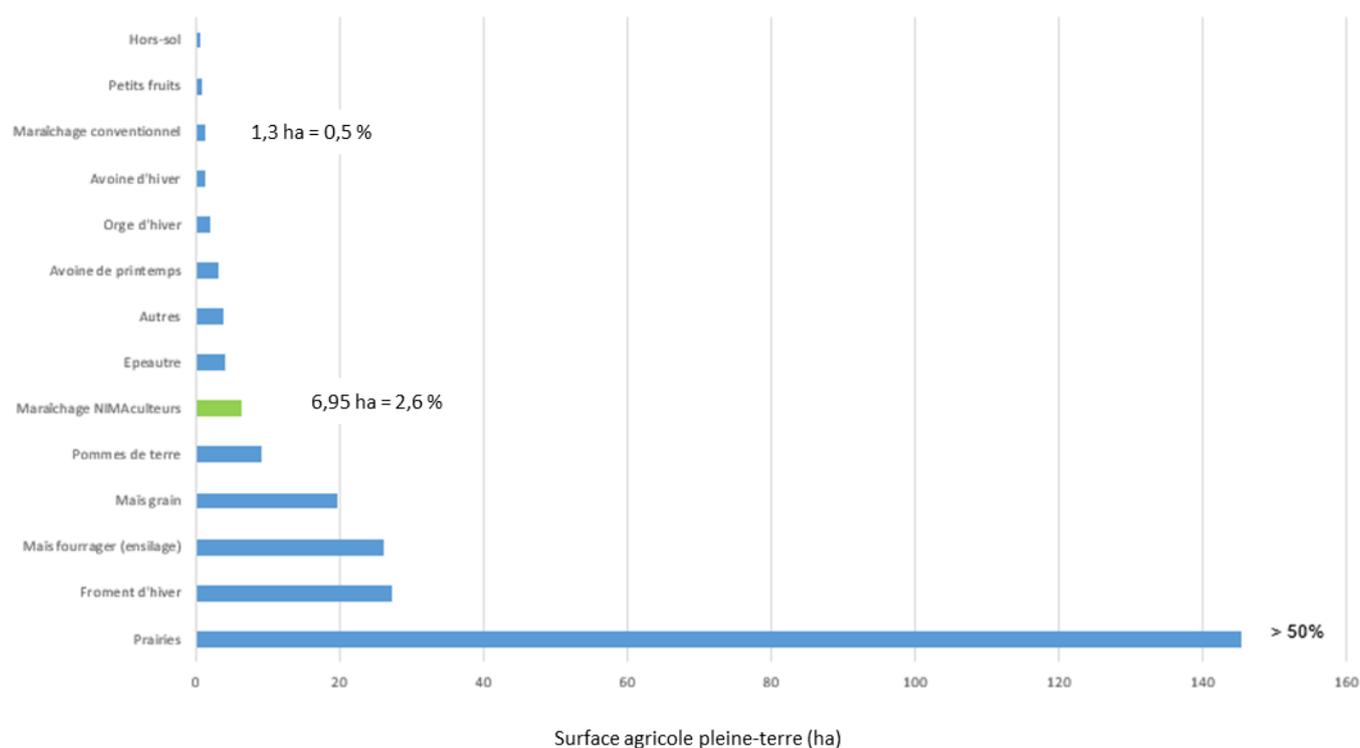


Figure 7. Répartition des superficies (en ha) du parcellaire agricole en RBC par type de production et proportion vis-à-vis de la totalité du parcellaire (%). La superficie destinée à la culture maraîchère par des NIMAculteurs a été récoltée sur le terrain.
(Sources : Déclaration PAC 2017 et données récoltées)

5.4.2 Surfaces agricoles en périphérie

Bien que n'étant pas une priorité pour la présente étude, des données de surfaces agricoles présentes en périphérie de la RBC sont répertoriées dans le Tableau 5 ci-dessous. Ces informations sont importantes et intéressantes considérant l'objectif de la Stratégie de produire 30 % des fruits et légumes non transformés consommés par les bruxellois d'ici 2035 en RBC **et dans sa périphérie**.

Il est considéré dans cette étude que le périmètre de l'étude s'étendait sur les 19 communes attenantes à l'écusson (Asse, Merchtem, Wemmel, Meise, Grimbergen, Vilvoorde, Machelen, Zaventem, Kraainem, Wezembeek-Oppem, Tervuren, Overijse, Hoeilaart, Rhodes-Saint-Genèse, Linkebeek, Beersel, Drogenbos, Sint-Pieters-Leeuw, Dilbeek), et pas à un périmètre de 10 km comme défini dans la stratégie Good Food. Ce choix d'élargir le périmètre initialement défini s'explique d'un point de vue pratique par le fait que cette périphérie de 10 km autour de l'écusson bruxellois ne correspond à aucune limite administrative ou officielle. Or, il est beaucoup plus aisé d'obtenir des statistiques par Commune.

Le présent parcellaire (Tableau 5) a été établi sur base de données transmises par le VLM ainsi que le projet Brussel Lust.

Tableau 5. Superficie agricole par type de culture dans l'hinterland (Asse, Beersel, Dilbeek, Grimbergen, Meise, Merchtem, Overijse, Rhodes-Saint-Genèse, Sint-Pieters-Leeuw, Steenokkerzeel, Tervuren, Wemmel, Zaventem). Source : « Brussel Lust », 2018.

| Type de culture | Surfaces (ha) | Part du parcellaire de l'hinterland (%) |
|--|---------------|---|
| Aardappelen (niet-vroege) - Patates | 1259,9 | 10,3 |
| Suikerbieten - Betteraves sucrières | 431,8 | 3,5 |
| Tijdelijke weiden - Prairies temporaires | 895,1 | 7,3 |
| Blijvend grasland - Prairies permanentes | 1151,1 | 9,4 |
| Braakland - Jachères, friches | 48,6 | 0,4 |
| Haver - Avoine d'hiver | / | / |
| Korrelmaïs - Maïs grain | 2015,5 | 16,4 |
| Kuilmaïs - Maïs fourrager (ensilage) | 1592,9 | 13,0 |
| Spelt - épeautre | / | / |
| Wintergerst - Orge d'hiver | 943,7 | 7,7 |
| Wintertarwe - Froment d'hiver | 3241,6 | 26,4 |
| Triticale - Triticale | 42,5 | 0,3 |
| Zomerhaver - Avoine de printemps | / | / |
| Koolzaad en raapzaad - Colza et moutarde | 27,1 | 0,2 |
| Vlas - Lin | 10,4 | 0,1 |
| Groenten - Maraîchage | 596,7 | 4,9 |
| Total | 12257 | 100 |

D'après le Tableau 5 ci-dessus, il peut être établi que la culture dans la périphérie de Bruxelles est dominée par la culture du froment d'hiver (26% de la surface agricole). Viennent ensuite les prairies (total de 17% de la surface agricole), la culture de maïs en grain (16 % de la surface agricole), de maïs fourrager (13% de la surface agricole), et de pommes-de-terre (10% de la surface agricole). **Le maraîchage occupe une surface de 596,7 ha, soit près de 5% de la surface agricole en périphérie.** Aucune information n'a été communiquée concernant le type de maraîchage et la destination de la production de ces cultures. Nous ne sommes donc pas en mesure de déterminer ici la quantité de fruits et légumes produite en périphérie et consommée par les bruxellois.

5.4.3 Qualité des données

Pour les projets d'agriculture urbaine professionnels portés par des NIMAculteurs, la qualité des données reste approximative car elle est le résultat d'entretiens avec des acteurs qui ne référencent pas systématiquement les parcelles qu'ils utilisent. Ceci s'explique de par le fait qu'ils ne peuvent pas référencer leurs parcelles à la PAC, car ils travaillent sur de trop petites surfaces (parcelles « éligibles » doivent mesurer un minimum de 2 ha, Source : Cellule Agriculture) et parfois avec une fragmentation élevée du parcellaire. De plus, dans le cas particulier des projets de maraîchage, la superficie agricole utile déclarée ne représente pas nécessairement la superficie agricole cultivée. Ceci est lié à la proportion souvent variable des

chemins entre les cultures. Quoiqu'il en soit, un référencement de surfaces agricoles « classiques » doit être adapté à ce type de modèle hautement contextuel.

Concernant les agriculteurs traditionnels, la qualité des données est plus importante. Ces derniers doivent en effet déclarer à la PAC systématiquement, et ce chaque année, quelles parcelles ils cultivent et ce qu'ils y implantent pour pouvoir toucher des subventions à l'hectare.

5.5. Mécanismes d'accès au foncier des NIMAculteurs en RBC

Cet indicateur met en évidence les mécanismes de mise à disposition du foncier (possession, type de contrats de bail, autres). Ces données sont capitales pour mesurer la durabilité et la liberté d'aménagement de projets agricoles menés sur ces terres. En effet, l'accès à la terre en milieu rural est un frein en agriculture traditionnelle mais encore plus en ville où la pression immobilière est à son paroxysme. Cette facette de l'indicateur permet de rendre compte de la situation concernant l'accès à la terre et faire ressortir cette problématique encore plus importante à Bruxelles.

Comme le montre la Figure 8, sur les 16 projets visités, 8 ont signé des contrats de bail type baux de location ou baux à ferme, 5 ont des terres qui leurs sont mises à disposition à titre précaire par le propriétaire parmi lesquels 3 disposent d'un terrain via l'Espace Test Agricole géré par le projet BoerenBruxselPaysan. Les 3 projets restants n'ont pas souhaité communiquer leur mécanisme d'accès à la terre.

Ainsi, seulement 2 porteurs de projets visités sont propriétaires de la terre qu'ils utilisent. Ce constat trouve certainement une explication dans le coût extrêmement élevé d'un hectare agricole en RBC qui est de l'ordre de 100 à 200.000 euros (Terre-en-Vue, 2018).

Les autres porteurs de projet n'ont pas souhaité approfondir les conditions liées aux baux et/ou aux mises à disposition, ce qui témoigne de la sensibilité du sujet et renforce l'impression de précarité liée à ces différents mécanismes d'accès au foncier.

Il est à noter que 3 projets se distinguent au niveau de leur surface d'exploitation. Il s'agit d'un élevage d'insectes, et deux projets de production de champignons, et de chicons. Dans ces projets, aucune surface de pleine terre n'est mobilisée, leurs infrastructures leur permettent ainsi de s'implanter dans des locaux types hangars ou caves.

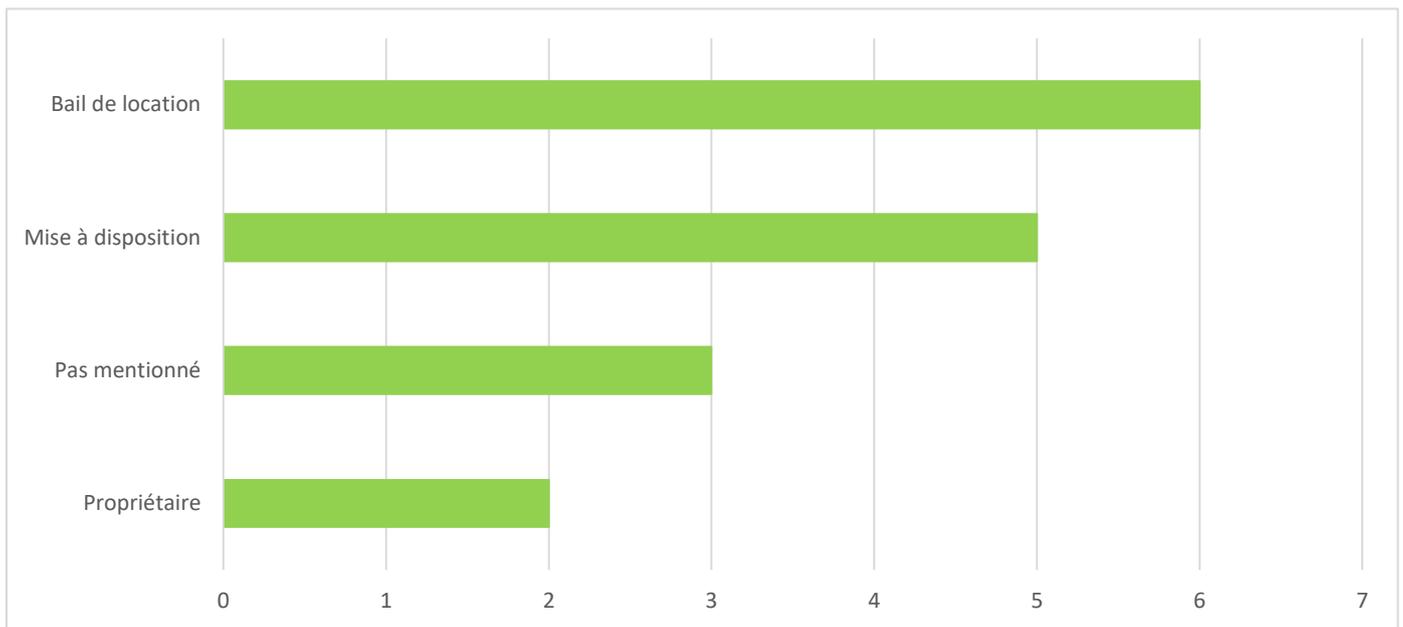


Figure 8. Type d'accès au foncier des projets portés par les NIMAculteurs en RBC (n=15).
(Sources : Données récoltées)

5.6. La production primaire en RBC

5.6.1 Production primaire des NIMAculteurs en RBC

La récolte de données pour réaliser le calcul de la production primaire des NIMAculteurs en RBC s'est révélée compliquée à plus d'un égard :

- 1) Les projets maraîchers sur petite surface ne déclarent pas leurs terres à la PAC. En effet, la situation actuelle implique que ces projets i) ne peuvent prétendre à bénéficier d'aides PAC, ou encore, ii) que les coûts de gestion liés à une telle procédure dépasseraient les aides attendues ;
- 2) Ces projets reposent sur une diversité de production. En effet, les maraîchers produisent des dizaines de variétés de légumes, induisant des successions multiples sur une même planche de culture. Les récoltes s'enchaînent au cours des saisons selon la maturité de chacune des cultures. Estimer la production primaire par type de légume et par surfaces allouées représente un temps de travail conséquent que peu d'entre eux sont disposés à investir ;
- 3) Ces projets sont relativement jeunes. Le manque d'outils et de soutien pour réaliser une comptabilité agricole fait qu'il est donc difficile – tant pour les maraîchers que pour des acteurs extérieurs - d'avoir accès à des données stables et d'avoir du recul sur leurs flux de production.

Au vu de ces obstacles, on peut seulement s'approcher des chiffres de production primaire en passant par la facturation et le chiffre d'affaires.

Ainsi, la réalisation d'une évaluation objective et précise nécessiterait que l'ensemble des acteurs agricoles, y compris les projets d'agriculture urbaine cultivant sur (très) petites surfaces, déclarent leurs terres à la PAC. Ceci permettrait sur base des données de surface d'établir des extrapolations. Parce que ce type de démarche administrative nécessite du temps, précieux aux yeux de ces acteurs, et certaines compétences, une Cellule d'Accompagnement – par exemple dans le cadre de la mission de Facilitateur Urbain récemment lancée par la Stratégie Good Food - pourrait être réfléchi pour réaliser ces déclarations de surface.

Seuls les projets d'élevage de brebis, d'élevage d'insectes et de production de champignons et chicons en cave ont pu fournir des données plus précises sur leur production primaire. Cela s'explique en grande partie par le fait que ces projets produisent un ou deux produits seulement et ce, sur des surfaces distinctes.

La production végétale

Pour les projets maraîchers professionnels en pleine terre en RBC (10 projets sur 16 projets visités), les entretiens réalisés (voir le guide d'entretien en Annexe 2) sur le terrain nous ont permis d'approcher un chiffre d'affaire global qui s'élève à environ **293 520 euros** (ce chiffre d'affaire correspond à la somme des chiffres d'affaire des projets de maraîchage pleine terre visités ; n = 10. Un projet de maraîchage pleine-terre a fourni sa production en t/an directement et est repris plus bas dans le calcul de la production totale).

NB : Malgré l'objectif chiffré de la Stratégie Good Food qui concerne aussi bien les fruits que les légumes, le projet de production de petits-fruits n'a pas été repris dans ces calculs étant donné l'absence de données relatives à cette production et la difficulté de faire un parallèle entre les conditions et rendement de production de (petits-)fruits avec les conditions et rendement de production de légumes.

Nous avons fait le choix de différencier les légumes issus du maraîchage de pleine terre selon 3 catégories : les légumes feuilles, les légumes fruits et les légumes racines. Cette différenciation veut refléter d'une part la nécessité de prendre en compte une diversité de légumes nécessaires à une alimentation équilibrée et pour remplir le panier du ménage, et d'autre part, elle s'inspire des bases de la Stratégie Good Food selon laquelle les 5 légumes les plus consommés sont : carottes, tomates, salades, pommes, oignons ... (Stratégie Good Food, 2015).

Le Tableau 6 présente les catégories de prix au kg (qui peuvent varier sensiblement) en fonction i) du type de produit et ii) de débouché. Les prix pour les paniers sont ceux d'une ferme maraîchère qui se base sur les prix de la coopérative agricole wallonne (Agricovert), les prix pour les restaurants sont ceux d'une ferme maraîchère qui vend directement à des restaurants et les prix pour les épiceries sont ceux d'une ferme maraîchère qui vend directement à des revendeurs (Färm, Sequoia, BEESCOOP...).

*Tableau 6. Prix des différents types de légumes en fonction de leur canal de commercialisation.
(Sources : Données extraites des entretiens)*

| €/kg | Panier | Restaurant | Magasin |
|-------------------------|--------|------------|---------|
| Légumes fruits | 3,4 | 7,2 | 4,2 |
| Légumes feuilles | 6,2 | 14,4 | 7,3 |
| Légumes racines | 1,9 | 9,1 | 3,1 |

Pour évaluer la production agricole primaire professionnelle pour les projets de maraîchage portés par des NIMAculteurs, l'idée est ici de partir de ce chiffre d'affaires global (**293 520 euros**) et de proposer différentes hypothèses afin de donner une gamme de chiffres représentatifs de la situation.

La première hypothèse consiste à considérer une agriculture **qui se spécialiserait** dans un type de légume. Les différentes méthodes de calculs explicitées ci-dessous sont basées sur les prix de la méthode de **commercialisation par les paniers**.

NB : Ce choix a été posé au regard i) de la plus grande accessibilité des prix par rapport aux deux autres canaux ; ii) de la plus grande proportion des maraîchers enquêtés (plus d'un tiers d'entre eux) qui écoulent leurs productions de légumes via ce canal de commercialisation (cf. Tableau 9).

Hypothèse 1 : La production bruxelloise est spécialisée : chaque catégorie représente 100% de la production

La production totale dans ce cas-ci s'élèverait à...

Légumes fruits => $293\,520 \text{ (€)} / 3,4 \text{ (€/kg)} = \mathbf{86\,329,4 \text{ kg}}$

Légumes feuilles => $293\,520 \text{ (€)} / 5,9 \text{ (€/kg)} = \mathbf{49\,749,2 \text{ kg}}$

Légumes racines => $293\,520 \text{ (€)} / 1,9 \text{ (€/kg)} = \mathbf{154\,484,2 \text{ kg}}$

Hypothèse 2 : La production bruxelloise est diversifiée : chaque catégorie représente 33 % de la production

La seconde hypothèse, considérer un système de production diversifié où les 3 catégories de légumes contribuent chacune à 1/3 du chiffre d'affaires global.

Légumes fruits (kg) => $96\,861,6 \text{ (€)} / 3,4 \text{ (€/kg)} = \mathbf{28\,488,7 \text{ kg}}$

Légumes feuilles (kg) => $96\,861,6 \text{ (€)} / 5,9 \text{ (€/kg)} = \mathbf{16\,417,22 \text{ kg}}$

Légumes racines (kg) => $96\,861,6 \text{ (€)} / 1,9 \text{ (€/kg)} = \mathbf{50\,979,8 \text{ kg}}$

La production totale dans ce cas-ci s'élèverait à **95 885,7 kg soit 95,885 tonnes**.

Les chiffres calculés ci-dessus correspondent aux prix de vente de la commercialisation par panier. Les deux autres modes de commercialisation (restaurants, épiceries) donnent lieu à des estimations différentes de la production primaire.

Le Tableau 7 synthétise ces chiffres, pour les deux hypothèses de production et pour les trois modes de commercialisation possibles. Ces valeurs se situent entre un minimum de 20 tonnes (système agricole ne produisant que des légumes feuilles destinés aux restaurants) et un maximum de plus de 150 tonnes (système agricole se spécialisant dans les légumes de types racines à destination de paniers) (Tableau 7). Cependant, il est à noter que la majorité des modèles maraîchers présents à Bruxelles génèrent des productions diversifiées. L'hypothèse la plus proche de la réalité est donc l'Hypothèse 2. Ceci restreint la gamme de valeurs de l'évaluation de la production agricole primaire par le maraîchage en RBC à un minimum de ~ 58 tonnes et un maximum ~ 96 tonnes en fonction du canal de commercialisation choisi.

Tableau 7. Production (kg) en fonction des hypothèses de calcul et des débouchés commerciaux.

| | Pourcentage de la production | Type de légumes | Panier (kg) | Restaurant (kg) | Epicerie (kg) |
|--------------------|------------------------------|-----------------|-------------|-----------------|---------------|
| Hypothèse 1 | 100 | Fruit | 86 511 | 40 641 | 70 389 |
| | | Feuilles | 47 190 | 20 383 | 40 003 |
| | | Racines | 156 683 | 32 216 | 95 843 |
| Hypothèse 2 | 33 | Fruit | 28 549 | 40 641 | 23 228 |
| | | Feuilles | 15 573 | 6 727 | 13 201 |
| | | Racines | 51 706 | 10 631 | 31 628 |
| | | Total | 95 827 | 57 999 | 68 057 |

Il est intéressant de mettre cette production en regard des objectifs définis par la Stratégie Good Food. Si on considère que « chaque bruxellois consomme 87,2 kg/an de fruits et de légumes⁸ », alors Bruxelles⁹ consomme 102 460 tonnes/an. Plusieurs scénarios se présentent aujourd'hui :

- Si on considère que la production est de 58 tonnes alors cette dernière représente 0.06 % de la demande bruxelloise ;
- Si on considère que la production maraîchère bruxelloise correspond à 96 tonnes alors celle-ci représente 0.09% de la demande bruxelloise ;

Ces scénarios correspondent à des producteurs agricoles maraîchers diversifiés. Si l'on prend l'hypothèse de spécialisation alors on considère que la production minimum est de 20 tonnes correspondant à 0.02% de la demande bruxelloise. De même, la production maximum de 150 tonnes correspondra à 0.15% de la demande bruxelloise. En outre, un des projets de maraîchage pleine-terre interviewé n'a pas souhaité communiquer son chiffre d'affaire mais a fourni sa production en t/an. Celle-ci s'élève à ~7 t/an et peut être additionnée à la production calculée sur base des chiffres d'affaire annuels.

Il est clair que, selon les scénarios choisis, le pourcentage varie. Cependant il reste de l'ordre du dixième de pourcent.

La production de champignons et de chicons en cave est en moyenne de 18 tonnes (Sources : Permafungi et Le Champignon de Bruxelles) et 20 tonnes par an respectivement. Lorsqu'on considère que la production maraîchère se situe aux alentours de 96 tonnes¹⁰ et que l'on y ajoute cette dernière production hors-sol/caves on arrive à 140 tonnes par année.

⁸ « Sachant que la consommation moyenne en fruits et légumes frais par habitant est de 87,2 kg/an (Sources : Vlaams Centrum voor Agro-en Visserijmarketing), cela revient à produire annuellement environ 27 kg/habitant de fruits et légumes (30%) » - Etude sur la stratégie de la région de Bruxelles pour une alimentation plus durable – partie agriculture urbaine commerciale, Gembloux Agro Bio Tech, 2015.

⁹ Bruxelles compte 1 175 000 habitants (Registre national, chiffre global de population (registre de la population, registre des étrangers ou registre d'attente), 2016).

La production primaire des 13 projets de NIMAculteurs visités en RBC en 2017 (calculée sur base des projets maraîchers/en cave visités ; n = 13¹¹), s'élevait à ~ 140 tonnes soit 0.13% de la demande bruxelloise, si on retient l'hypothèse où la production bruxelloise suit un modèle diversifié et qu'elle est vendue via des paniers (~ 96 tonnes), augmentée de la production de champignons (~ 18 tonnes) et de la production de chicons (~ 20 tonnes).

L'ensemble de la production maraîchère pleine terre (~100 tonnes) a été produite sur quelques ~5.2 ha¹² (Cf. Tableau 3, n'inclut pas la production de petits fruits). On peut dès lors considérer que **le rendement moyen à l'hectare se situe autour de 19.2 tonnes par hectare** dans ce type de modèle de production.

À partir de ces données, il est possible d'extrapoler la surface nécessaire qu'il faudrait pour assurer la demande bruxelloise en fruits et légumes frais. Le calcul correspond à diviser la demande (102 460 t/an) par le rendement (19.2 t/ha*an) (Tableau 8).

Il est à noter également que Permafunghi (0,1 ha) et Champignon de Bruxelles (0,08 ha) produisent ensemble environ 18 tonnes de champignons et 20 tonnes de chicons par an. Le rendement moyen de ces deux projets hors-sols est donc de l'ordre de 200 t/ha/an.

Tableau 8 : Récapitulatif des chiffres bruxellois de la demande en fruits et légumes non transformés, du rendement de production de l'agriculture urbaine (AU) et des surfaces de production nécessaires pour satisfaire la demande et l'objectif des 30% de la Stratégie Good Food

| | |
|---|--------------|
| Consommation bruxelloise en fruits et légumes (t) | 102.460 |
| 30% de la consommation bruxelloise en fruits et légumes (t) | 30.738 |
| Rendement de l'AU bruxelloise (t/ha/an) | 20 |
| Surface nécessaire pour produire 100% de la demande bruxelloise en fruits et légumes (ha) | 5.336 |
| Surface nécessaire pour produire 30% de la demande bruxelloise en fruits et légumes (ha) | 1.600 |

¹¹ C'est-à-dire les 11 projets maraîchers visités, auxquels s'ajoutent 2 projets de production de champignons en caves, également enquêtés lors de la présente étude.

¹² Calcul basé uniquement sur les surfaces agricoles des projets de maraichage en pleine terre, enquêtés dans le cadre de ce Marché Public (Tableau 3), qui correspondent donc à une partie des données reprises sous l'appellation « Graines de Paysans » (3 projets sur 7) ainsi qu'à l'entièreté des données reprises sous l'appellation « Autres maraichage en pleine terre » dans le Tableau 4.

Sur la base des hypothèses posées dans le cadre de la Stratégie Good Food (la consommation en fruits et légumes frais de bruxellois s'élève à 102 460 t/an) et de cette étude, la surface pleine-terre nécessaire pour produire 100 % de la demande bruxelloise en fruits et légumes serait de 5 336 ha.

Pour atteindre l'objectif des 30% de la demande bruxelloise la surface s'élèverait à 1 600 ha¹³.

Notons que la Stratégie Good Food en 2015 avançait le chiffre de 590 ha avec un rendement maraîcher moyen optimiste de 60 t/ha.

Il faut remarquer qu'un régime équilibré n'est pas basé uniquement sur les légumes et les fruits frais. La part des céréales est très importante. De plus, la culture maraîchère regroupe des cultures gourmandes en matières organiques. Une intégration de l'élevage dans ces systèmes de production est dès lors essentielle.

5.6.2 Production primaire des agriculteurs traditionnels

La production végétale

Le Tableau 9 présente les chiffres de la production primaire pour les surfaces agricoles déclarées à la PAC. La production primaire est calculée sur base des surfaces déclarées à la PAC (données fournies par la région bruxelloise) et des rendements moyens pour chacune des cultures (livre blanc, chiffres de l'agriculture STATBEL). Ici les rendements moyens des cultures ont été calculé sur base des rendements belges les 5 dernières années (2012 à 2016) répertoriés dans la littérature technique (livre blanc, chiffres de l'agriculture STATBEL). Certaines données ne sont pas disponibles dans la littérature ou très fluctuantes.

¹³ Surface totale de Bruxelles : 161 km² soit 16 100 ha. La surface nécessaire pour produire 30% de la demande bruxelloise correspond à 14% de la surface totale de Bruxelles.

Tableau 9. Rendements moyens (t/ha) et production globale (t) des différents types de cultures produites par les agriculteurs « traditionnel » en RBC.
(Sources : Déclarations PAC 2017, Statbel 2018)

| Type de culture | Superficie (ha) | Rendements moyens (t/ha) | Production (t) |
|---------------------------|-----------------|--------------------------|----------------|
| Prairies | 145.5 | 8.1 | 1178.3 |
| Froment d'hiver | 27.3 | 8.7 | 237.3 |
| Maïs fourrager (ensilage) | 26.0 | 43.7 | 1139.7 |
| Maïs grain | 19.7 | 11.2 | 221.1 |
| Pommes de terre | 9.2 | 45.8 | 420.9 |
| Epeautre | 4.1 | 7.0 | 28.9 |
| Autres | 3.9 | NA | NA |
| Avoine de printemps | 3.2 | 3.1 | 9.8 |
| Orge d'hiver | 2.0 | 8.2 | 16.3 |
| Avoine d'hiver | 1.4 | 5.4 | 7.4 |
| Maraîchage conventionnel | 1.3 | NA | NA |
| | 243.6 | | Env. 3260 |

L'agriculture traditionnelle en RBC produit environ 3260 tonnes de végétaux en un an. Cette production végétale n'est cependant pas (ou très peu) destinée à nourrir Bruxelles (source : Terre-en-vue). Il est à noter également que le calcul de production au niveau des prairies est valable uniquement dans le cas où celles-ci seraient utilisées comme pâturage pour le bétail. Or, étant donné qu'il ne subsiste que deux agriculteurs ayant un troupeau sur la RBC, on peut imaginer que la majorité de ces prairies sont détournées de leur fonction première de pâturage vers un usage équin, et ne servent donc en réalité pas à la production végétale.

La production animale

Concernant la production de lait, l'entretien réalisé avec le seul producteur laitier en RBC nous a permis d'avoir accès à des chiffres moyens annuels. La production de lait est d'environ 500.000 litres par an.

Pour la production viandeuse, l'estimation de la production n'a pu être faite car l'éleveur en question ne souhaite pas collaborer.

5.6.3 Qualité des données

Concernant les données de production de légumes frais, elles sont à relativiser compte tenu des hypothèses faites dans la méthode calcul explicitée dans la section ci-dessus.

Concernant les données de production de grandes cultures, elles sont dépendantes de la qualité et de la disponibilité des données concernant les rendements moyens de chacune des cultures dans la littérature technique belge. En effet, les rendements moyens d'une prairie sont très fluctuants en fonction des conditions pédoclimatiques. Peu de données sont disponibles pour les rendements moyens à l'hectare pour l'avoine de printemps.

Il est donc à noter que pour le moment ces données sont des estimations permettant de dresser des tendances concernant chacune des productions.

5.7. Filières découlement

5.7.1 Filières d'écoulement des NIMAculteurs

Le Tableau 10 présente les différentes stratégies de commercialisation que l'on retrouve pour les projets d'agriculture urbaine portés par des NIMAculteurs. Notons que 3 des projets n'ont pas communiqué leurs moyens de commercialisation de manière précise. Ils n'ont donc pas pu être intégrés dans cette section.

On observe 2 stratégies de commercialisation : la concentration et la diversification. En effet, 8 projets sur 12 se concentrent pour certains débouchés, c'est-à-dire qu'ils écoulent plus de la moitié (> 50%) de leur production via un canal de commercialisation. D'autre part, 4 projets sont dans une stratégie de commercialisation diversifiée, la moitié ou moins de la moitié de leur production est écoulée via un canal de commercialisation différent.

Un point important à relever est que l'ensemble des projets visités destinent la grande majorité de leurs productions agricoles primaires directement à Bruxelles et ils travaillent tous en circuits courts.

Tableau 10. Les différentes filières d'écoulement des projets qui ont communiqué sur leurs canaux de commercialisation ; n= 12. (Sources : Données récoltées).

| Acteurs | A | B | C | D | E | F | G | H | I | J | K | L |
|--|-----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Canaux de commercialisation (%) | | | | | | | | | | | | |
| Paniers circuits fermés | 100 | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GASAP | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 75 | 0 | 0 | 50 | 50 | 33 | 0 |
| Épicerie sociale | 0 | 0 | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Épicerie-Magasin | 0 | 0 | 0 | 100 | 0 | 8.3 | 15 | 10 | 0 | 8 | 33 | 33 |
| Vente à la ferme | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 8.3 | 0 | 20 | 0 | 35 | 33 | 10 |
| Ruches qui dit oui | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 20 |
| Restaurant | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 | 70 | 0 | 7.5 | 0 | 33 |
| Marché | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 | 0 | 50 | 0 | 0 | 0 |
| Auto-cueillette type GASAP | 0 | 0 | 0 | 0 | 97 | 8.3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Production destinée à BXL (%) | 85 | 100 | 100 | NA | 100 | 100 | 85 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

5.7.2 Filières d'écoulement des agriculteurs traditionnels

D'après les rares échanges que nous avons eus avec le monde des agriculteurs traditionnels, ces derniers semblent destiner leur production à l'industrie. Ces données seraient à vérifier dans une deuxième phase de mission, mais implique que la destination de la production est peu connue et peu destinée à Bruxelles.

Cependant, il ressort d'une visite de la dernière ferme laitière à Bruxelles que quelques 8 000 litres de lait cru sont vendus à la ferme, autrement dit directement au consommateur. Ces fermiers vendent également une partie de leur lait à un voisin artisan qui transforme le lait en crème glacée. Selon les dires des enquêtés, leur public est principalement constitué d'étrangers et de migrants.

5.7.3 Qualité des données

Les données concernant les NIMAculteurs sont des estimations des acteurs quant à la part de leur production vendue via tel ou tel canal. Cette information est encore rarement systématisée et standardisé au sein de ces jeunes projets. De plus, ils sont constamment à la recherche de nouveaux canaux de commercialisation. Ces données peuvent donc varier d'une année à l'autre.

Les données concernant la destination de la production des agriculteurs traditionnels sont très rares et mériteraient de faire l'objet d'une étude plus approfondie.

5.8. Emploi

5.8.1 Equivalents Temps Pleins (ETP)

Cet indicateur a pour objectif de donner une idée sur l'emploi créé par l'agriculture professionnelle en RBC. Sur l'ensemble des projets enquêtés, on comptabilise l'équivalent de 61 ETP. Il est à noter que la présente mission n'a pas pu aller à la rencontre de l'ensemble des projets d'agriculture urbaine. Il existe aussi un certain nombre de projets en cours de création en 2018. Ce chiffre de 61 ETP est donc sous-estimé.

Parmi ces 61 ETP, 28 sont générés sur de très petites surfaces par 3 projets de cultures hors-sol type élevage d'insectes, champignons et chicons, et, rappelons-le, sur une surface de 0,2 ha (cf. Tableau 4). Les 33 ETP restants correspondent à une surface de production maraîchère et d'élevage de 9,3 ha pour 13 projets d'agriculture urbaine portés par des NIMAculteurs (càd les 11 projets de maraichage enquêtés et repris en Tableau 3, ainsi que le Bercaïl et Fruit-Time). Par ailleurs, il est intéressant de noter que les 32 agriculteurs traditionnels qui cultivent encore près de 250 hectares à Bruxelles, génèrent 32 emplois et probablement d'autres emplois (in)directs (famille, ouvriers agricoles, etc). Ce chiffre est donc aussi sous-estimé. Cependant, la Figure 9 - qui reprend les chiffres - montre une tendance marquée : l'agriculture urbaine sur petite surface peut être source d'emploi.

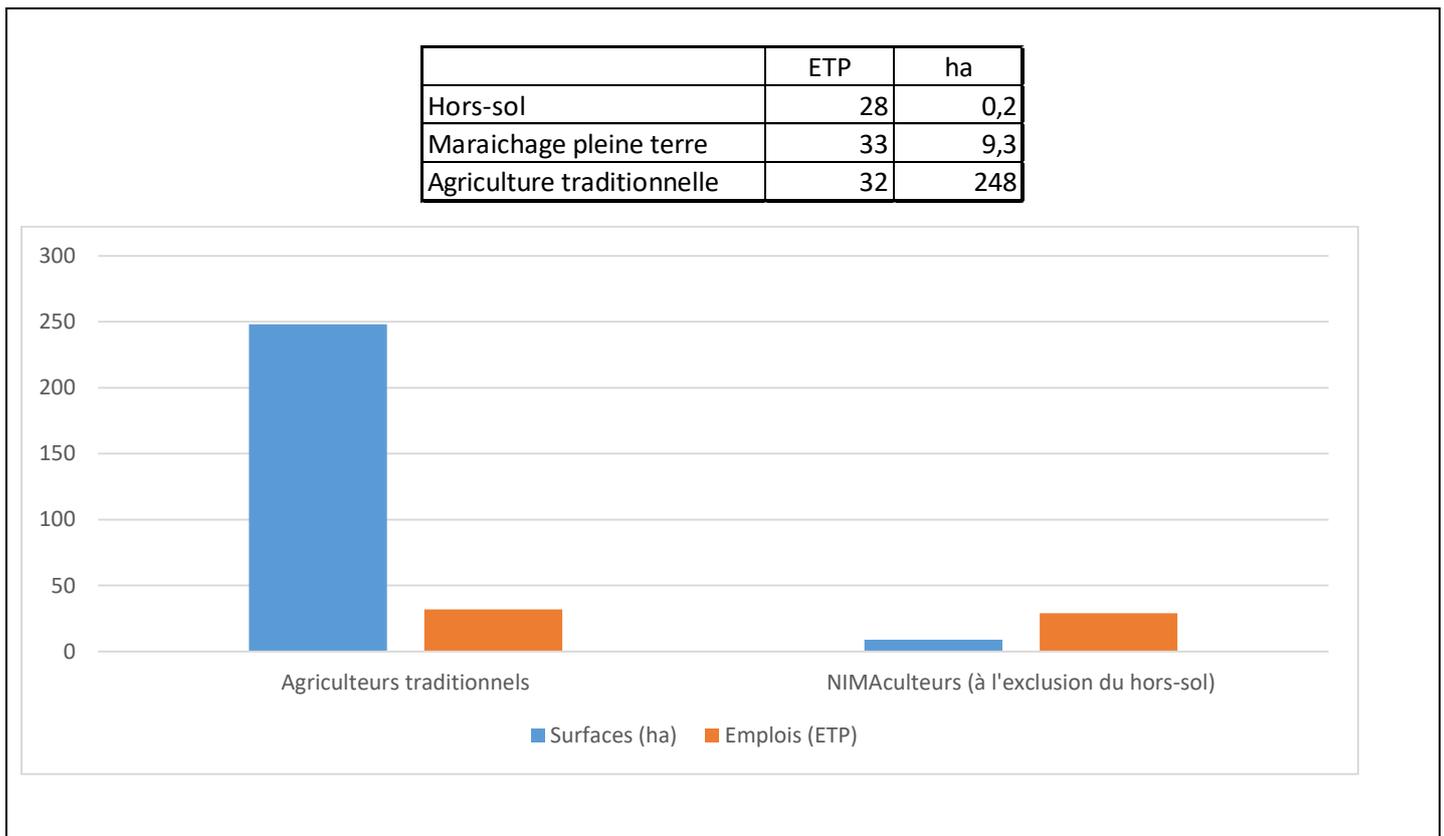


Figure 9 : Surfaces cultivées (ha) et emplois (ETP) par les agriculteurs traditionnels et les NIMAculteurs. (Sources : Données récoltées).

En prenant les présents résultats, il est aisé d'extrapoler le nombre d'emplois créés sur l'ensemble des terres agricoles disponibles en RBC, si ces terres sont cultivées avec un modèle agricole basé sur la petite surface et la culture maraîchère par exemple. Une simple règle de 3 nous montre que si ~ 30 ETP sont créés sur ~9

ha, l'agriculture urbaine à Bruxelles pourrait générer, avec ses 250 ha de terres cultivés, 830 emplois. D'autre part, si on considère l'estimation faite au point 5.6 concernant la superficie nécessaire pour répondre à 100% de la demande bruxelloise, la mise en culture de 5.300 ha génèrerait dans ce cas 17.600 emplois. Pour satisfaire 30% de la demande bruxelloise (objectif de la Stratégie Good Food), la mise en culture de 1.600 ha génèrerait 5.300 emplois.

La situation n'est pas aussi tranchée. Il n'est pas ici question d'installer uniquement des jeunes maraîchers citadins sur les terres agricoles bruxelloises.

Par contre, au vu :

- du potentiel de création d'emploi des modèles agricoles sur (très) petites surface ;
- de la moyenne d'âges des agriculteurs traditionnels comparée à celle des NIMAculteurs (Figure 2) ;
- de la problématique de l'accès à la terre pour des jeunes qui veulent lancer une activité agricole ;
- du manque de compétences et formations techniques des NIMAculteurs ;
- de la déconnexion des bruxellois (et des NIMAculteurs en particulier) avec le monde agricole proche,

il pourrait être intéressant de proposer des collaborations à moyen et long termes avec les agriculteurs traditionnels. Ces interactions permettraient d'établir un échange de savoirs paysans et une relation de confiance entre les acteurs du secteur agricole bruxellois (Sources : Terre-en-Vue).

5.8.2 Critères de durabilité du travail

À travers les éléments exposés au point 5.8, il semble de plus en plus évident que les agricultures urbaines à Bruxelles, depuis maintenant quelques années, génèrent un potentiel d'emploi. Toutefois, des questions se posent encore quant à la qualité et à la durabilité de cet emploi. Les statistiques économiques centralisées disponibles n'intègrent jamais le critère de durabilité¹⁴ et concernent le secteur agroalimentaire dans sa globalité. Considérant les limites d'une démarche « top-down » partant des statistiques existantes, nous avons voulu poser les premières bases de ce qui pourrait constituer par la suite une étude plus approfondie de la qualité et durabilité de l'emploi dans le secteur de l'agriculture urbaine professionnelle. Neuf critères de durabilité, inspirés du travail de thèse de doctorat d'Antoinette Dumont (2018), ont été qualifiés sur une échelle de 1 à 5 par les enquêtés afin d'affiner leurs conditions de travail (cf. Tableau 11).

Les critères se définissent comme suit :

1. Le *niveau d'autonomie et de contrôle* évalue dans quelle mesure ceux-ci sont limités/libres de poser des choix techniques et économiques pour pratiquer l'agriculture qu'ils souhaitent. Il a été interprété comme la capacité des porteurs de projets à entreprendre et innover.
2. Le *revenu* renvoie au montant que le producteur en personne physique déduit de son bénéfice pour se payer ; pour un producteur en société, le revenu correspond au salaire versé par la société du producteur (salaire couramment appelé « revenu de dirigeant d'entreprise »). Ces montants ne reflètent pas toujours la situation financière de l'entreprise et dépendent fortement des choix

¹⁴ Pour exemple, les indicateurs quantitatifs de création d'emploi sont à priori connus (nombre d'emplois créés, nombre d'hommes, de femmes, de jeunes de moins de 35 ans ayant accès à l'emploi, nombre de chômeurs en ré-insertion, etc). Mais il est bien plus intéressant de se pencher sur la qualité de cette création d'emploi, en termes de création de stabilité, de bien-être, de "non-délocalisabilité", de compétences, qui nous amèneraient à des notions d'emploi "digne", "stable", "décent ».

personnels posés par chaque producteur. Les *avantages sociaux* sont de nature diverse. Ils comprennent, par exemple, les subsides, les assurances personnelles et de cultures ou encore le capital productif.

3. L'*(in)sécurité au travail* évalue le risque de perdre son emploi ou de devoir arrêter son travail pour des raisons économiques.
4. La dimension de *santé au travail* renvoie à la présence de maladies ou autres problèmes de santé physiques et psychiques que le producteur identifie comme dus à son travail.
5. La *position* du producteur dans son environnement social évalue la mesure dans laquelle les producteurs se sentent considérés à l'égal des autres individus qu'ils rencontrent dans leur travail (autorités, syndicats, voisins, clients, contrôleurs AFSCA, organismes de certification bio, etc.).
6. La dimension *temps de travail* évalue le temps passé à l'ensemble des tâches relatives au travail : les tâches de production et transformation, de marketing et de vente, ainsi que les tâches administratives.
7. Les *compétences* évaluent dans quelle mesure les producteurs considèrent détenir les compétences, les savoir-faire et les capacités nécessaires à la conception et l'exécution des tâches requises pour leur métier, et dans quelle mesure ils considèrent avoir accès à l'information, au conseil et à des formations pour acquérir ces compétences et savoirs. Il questionne donc notamment la formation personnelle du producteur mais aussi la disponibilité ainsi que la qualité de formation technique en RBC.
8. Les *bénéfices intrinsèques* (8) et le *confort/pénibilité du travail* (9) évaluent le (dé)plaisir ressenti dans les tâches quotidiennes, l(e) (dés)intérêt pour son travail, ses (dés)avantages, etc.

Le Tableau 11 reprend l'ensemble des appréciations récoltées sur le terrain.

Tableau 11. Critères de durabilité du travail, n = 12. Sources : Données récoltées

| | A | D | E | H | I | J | K | L | M | Q | R | S | Moyenne |
|---|-----|---|-----|----|---|-----|---|-----|----|---|---|-----|------------|
| Niveau d'autonomie et de contrôle | 4 | 3 | 4.5 | 4 | 4 | 4.5 | 4 | 4 | 4 | 5 | 5 | 5 | 4.3 |
| Revenus et bénéfices sociaux | 4.5 | 2 | 4.5 | 3 | 4 | 2 | 3 | 2.5 | 2 | 3 | 1 | 3.5 | 2.9 |
| Sécurité du travail | 3.5 | 4 | 4.5 | 3 | 4 | 1 | 3 | 4 | 4 | 3 | 3 | 3 | 3.3 |
| Santé morale et physique | 3 | 5 | 4.5 | 3 | 4 | 4 | 4 | 3 | 3 | 3 | 4 | 3.5 | 3.7 |
| Position dans la société par rapport au métier | 4 | 5 | 4 | 4 | 4 | 4.5 | 4 | 4 | 4 | 5 | 4 | 5 | 4.3 |
| Temps de travail | 3.5 | 5 | 3.5 | 2 | 4 | 4 | 4 | NA | 4 | 3 | 4 | 3 | 3.6 |
| Compétences | 3 | 2 | 2 | 3 | 3 | 2 | 3 | 2 | 1 | 2 | 0 | 5 | 2.3 |
| Bénéfices intrinsèques liés au travail | 4.5 | 5 | 4.5 | 4 | 4 | 4 | 3 | NA | 4 | 5 | 4 | 4.5 | 4.2 |
| Confort (vs. pénibilité) lié au travail | 3 | 4 | NA | NA | 3 | 3 | 4 | NA | NA | 3 | 4 | NA | 3.4 |

Sur les 19 porteurs de projets interrogés, 7 n'ont pas répondu à ces questions relativement sensibles. Cependant, le présent tableau montre que les critères concernant les *niveaux d'autonomie et de contrôle*, la

position du porteur de projet dans la société par rapport au métier ainsi que les bénéfices intrinsèques liés au travail sont supérieurs à 80% ($> 4/5$; respectivement 4.3, 4.3 et 4.2) en moyenne. Les critères de Santé physique et morale et de temps de travail sont supérieurs à 70% ($> 3/5$; respectivement 3.7 et 3.6). Les critères comme les revenus et bénéfices sociaux, sécurité du travail et (in)confort liés au travail se situent en-dessous de la barre des 70% ($< 3/5$; respectivement 2.9 et 3.4). Le dernier critère lié aux compétences est sous la barre des 50% ($< 2.5/5$; valeur : 2.3).

La Figure 10 présente visuellement les moyennes de chacun des 9 critères.

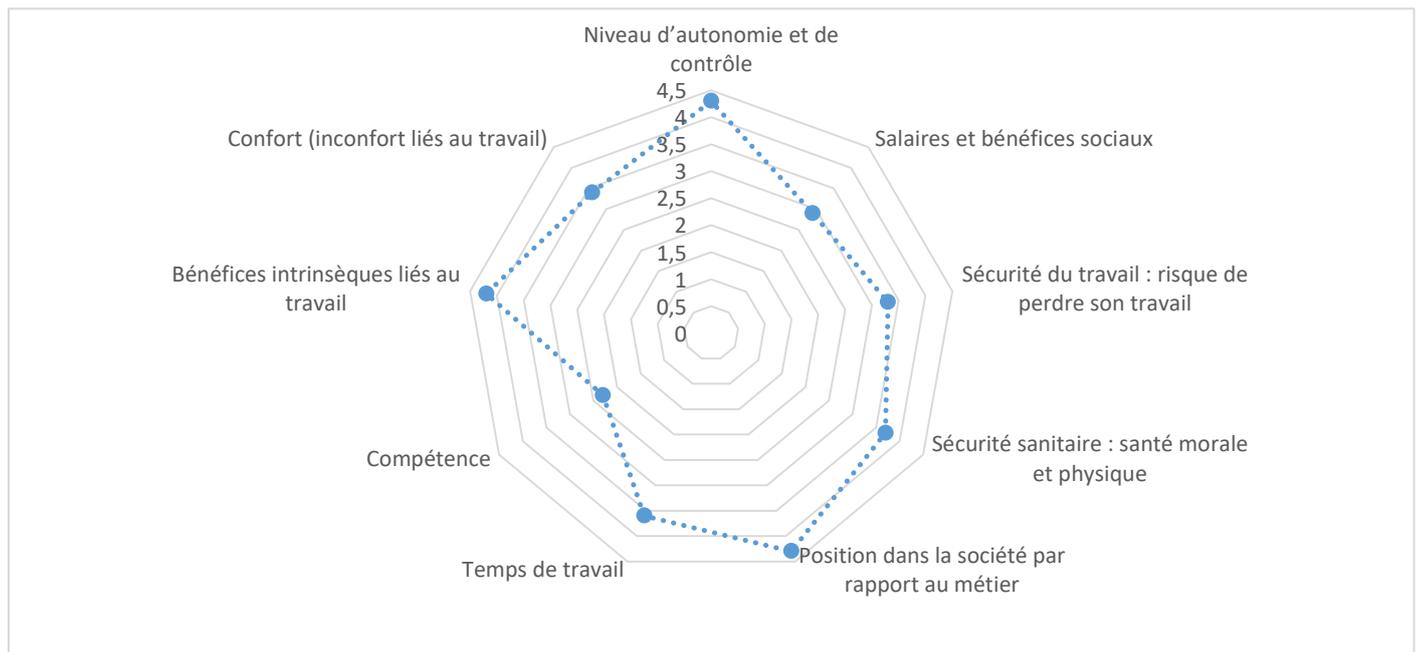


Figure 10. Moyenne pour chacun des indicateurs de durabilité du travail sur l'ensemble des enquêtes. (Sources : Données Tableau 10).

On observe aisément que des critères relatifs à des paramètres internes au projet – tels que le *niveau d'autonomie et de contrôle*, les *bénéfices intrinsèques liés au travail* ou encore la *position dans la société par rapport au métier* – atteignent les scores les plus élevés, alors que des critères dépendant de paramètres extérieurs au projet – comme les *revenus et bénéfices sociaux*, *sécurité du travail* et les *compétences* – retiennent les scores les moins bons. Or, ces derniers constituent à notre sens des leviers sur lesquels la Région bruxelloise pourrait agir, pour faciliter notamment :

- Un cadre légal et administratifs, ainsi que des statuts adaptés au secteur de l'agriculture urbaine professionnelle ;
- L'accès à des subsides (aides PAC par exemple), les assurances personnelles et de cultures ou encore le capital productif pour le secteur de l'agriculture urbaine professionnelle ;
- L'accès à l'information, au conseil et à des formations pour acquérir ces compétences et savoirs;

Et ainsi minimiser le risque de pertes d'emploi ou d'arrêt pour raisons économiques.

5.9 Performance environnementale, économique et sociale

Cet indicateur nous paraît encore flou. C'est pourquoi nous avons fait le choix de laisser les acteurs définir cette « performance » environnementale, économique et sociale, et nous avons recueilli une définition distincte pour chacun des projets. Ce qui nous porte à penser que chaque définition est propre à chaque projet. Pour une seconde phase de mission, il conviendrait de clarifier les attentes de la Région bruxelloise autour de cette performance environnementale, économique et sociale.

Cette première ébauche a permis d'entrevoir la diversité de compréhensions et conceptions qui se cachent derrière la notion de performance.

Voici quelques exemples de définitions recueillies.

« Economique : Ne pas tenir compte du temps de travail. Donc ne pas se baser sur un salaire/horaire au moins 1500 euros/mois. Environnemental : Mettre en place de la biodiversité. Social : Regrouper producteur et consommateur. »

« Economique : Rentable, il faut savoir vivre de son activité. Environnemental : Dynamique de l'agriculture biologique mais pas certifié obligatoirement. Social : On se doit de sensibiliser. Performant, c'est être innovant. »

« Environnementale : Laisser une terre dans un meilleur état qu'à l'acquisition: Enrichir la terre en MO, création d'un volume de sol et plantation d'arbres. Economique : Être rentable. Social : Arriver à créer de l'emploi. »

« Economique: Salaire digne et statut adapté (saisonnier précaire), Social : Intégration dans le quartier, Environnement : Pleine terre et améliorer la terre. Mais globalement tout ça est, malgré tout, régi par l'accès à la terre dans ce cas-ci qui est malgré tout précaire. »

6. Discussion

Dans cette section, les 3 objectifs chiffrés de la Stratégie Good Food sont discutés à la lumière des nouveaux éléments apportés par le Marché Public réalisé.

« En 2035, l'agriculture urbaine professionnelle en zone urbaine et périurbaine (périmètre de 10 km autour de la RBC) produira 30% des fruits et légumes non transformés consommés par les Bruxellois (en kg) – objectif de 5 % en 2020 et de 30% en 2035 ».

Les présents résultats ne permettent pas de tirer des conclusions nettes au vu de la non-exhaustivité des données récoltées. Cependant, ils permettent néanmoins de pouvoir placer la production primaire issue de l'agriculture urbaine professionnelle à un temps t. La présente étude a permis de dresser des gammes de valeurs pour la production professionnelle bruxelloise de fruits et légumes frais en fonction de différentes hypothèses. On est donc actuellement encore loin des objectifs de la stratégie Good Food. Notons également la jeunesse de l'ensemble des projets d'agriculture urbaine portés par des NIMAculteurs. Ce peu de recul permet aussi d'expliquer ce faible pourcentage.

Par contre, il y a une réelle dynamique et croissance au niveau de projets d'agriculture urbaine portés par des NIMAculteurs. En effet, leur nombre a presque doublé en 3 saisons de culture (Figure 1). Ceci est notamment lié aux initiatives de la Région et partenaires, en particulier via l'implantation de l'Espace Test Agricole par BoerenBruxselPaysans¹⁵. Il reste malgré tout la question de pérenniser les projets de ces maraîchers dont l'installation a été facilitée par l'Espace Test Agricole. Afin de compter sur la contribution de ces derniers pour atteindre les objectifs de la Stratégie, il apparaît comme primordial de pouvoir leur garantir un accès à la terre sur le long-terme, au-delà des 2 années de test.

Les agriculteurs traditionnels constituent le deuxième groupe d'acteurs contribuant majoritairement à la production primaire professionnelle à Bruxelles, et donc, aux objectifs de production de Good Food. Or, il ressort de la présente étude que la majorité des spéculations implantées sur les terres cultivées bruxelloises sont destinées aux fourrages (prairies de fauches, ensilage de maïs, etc). Comme explicité dans la section Résultats (section 5.3), la production nécessaire pour satisfaire la consommation en fruits et légumes frais de bruxellois s'élève à 102 460 t/an. Si on considère que i) le rendement moyen des projets de maraîchage diversifié sur petite surface est de l'ordre de 20 t/ha et ii) qu'on fait l'hypothèse que l'ensemble des terres actuellement cultivées en RBC (~250 ha) est valorisé via ce type de modèle de production, on obtient une production primaire professionnelle de ~ 5000 tonnes sur ces 250 ha. Cette production fictive ramenée à la consommation bruxelloise représente 4.9 % de la consommation totale bruxelloise. Ce chiffre hypothétique correspond à l'objectif de la Stratégie pour 2020. Il resterait donc un besoin d'environ 1350 ha (1600 ha – 250 ha) de maraîchage pour pouvoir satisfaire l'objectif des 30%. Or, les 19 communes en périphérie de la RBC comptent actuellement 12 257 ha de terres agricoles, dont 597 ha sont déclarées auprès de la PAC comme étant utilisées pour le maraîchage. Ces chiffres mettent en lumière la nécessité de la reconnexion de la ville avec l'hinterland et les producteurs de la périphérie, mais également d'une augmentation de la production de fruits et légumes dont la production serait destinée à la RBC dans cette périphérie.

¹⁵ BoerenBruxselPaysans est un partenariat entre 6 acteurs : les asbl *Le Début des Haricots*, *Terre-en-vue*, *Maison Verte et Bleue*, *le Crédal*, *la Commune d'Anderlecht* et *Bruxelles Environnement*.

Bien entendu, ces hypothèses de travail ne sont pas à prendre au pied de la lettre. Différents points sont à préciser. Premièrement d'un point de vue nutritionnel, il est clair que la consommation de légumes et de fruits frais est nécessaire, mais qu'elle ne peut seule combler un régime alimentaire équilibré. En effet, les céréales et les sources de protéines complémentaires sont nécessaires. Deuxièmement, d'un point de vue agronomique, les cultures maraîchères sont des cultures « gourmandes », il est dès lors nécessaire d'amender régulièrement les sols. En d'autres termes, un flux important et régulier de fumier est nécessaire pour pouvoir maintenir une bonne production. Si la Stratégie Good Food oriente la production vers des modèles agricoles durables, il nous paraît indispensable de (re)penser l'intégration de l'élevage dans l'équation afin d'avoir à disposition du fumier en suffisance. La gestion d'un cheptel nourri à l'herbe est, lui, « gourmand » en terre. Ce qui amène au troisième point : Penser l'agriculture urbaine par mais aussi pour la ville à l'échelle des systèmes agraires. Il est dès lors crucial d'intégrer la ceinture rurale de communes jouxtant l'écusson bruxellois. Ces communes sont des communes rurales où des centaines d'exploitations agricoles sont déjà implantées (VLM, 2018).

Ce premier objectif de la Stratégie Good Food est ambitieux, peut-être trop ambitieux. Cependant, il offre l'opportunité de souligner l'importance de prendre en compte l'ensemble des points décrits ci-dessus, si la Région bruxelloise veut tendre vers cet objectif.

« En 2020, 100% des terres agricoles inscrites au PRAS sont toujours préservées ».

Ce second objectif touche à la problématique de l'accès à la terre. En effet, cette mission renforce encore une fois le constat que celui-ci constitue l'un des freins principaux pour des jeunes qui ne sont pas issus du milieu agricole. La majeure partie des projets visités dans cette étude témoignent d'une grande précarité dans ce secteur, notamment en base aux contrats de baux qui sont presque toujours précaires. Les propriétaires ont tout pouvoir de décision quant à la présence ou non de projets agricoles. Or, si l'ensemble des terres inscrites au PRAS sont préservées, ceci permettrait de freiner la pression immobilière toujours croissante en Région Bruxelloise. Cet objectif de la Stratégie Good Food est intéressant et nécessaire pour l'avenir de l'agriculture à Bruxelles.

Cet objectif pourrait également être amendé par d'autres dispositions telles que la confirmation du droit de préemption des terres déjà cultivées par des professionnels ou encore une collaboration directe avec les propriétaires des terres agricoles inscrites au PRAS. En effet, certains font partie des agriculteurs traditionnels déclarant des terres à la PAC. Une proposition de l'association Terre-en-Vue serait de mettre en place des co-gestions d'exploitation agricole. En effet, lorsqu'on observe la pyramide des âges, il est évident que la majorité des agriculteurs traditionnels disposant et cultivant les terres agricoles aujourd'hui en RBC sont en fin de « carrière » (Figure 2). D'un autre côté, on observe un engouement pour l'agriculture en RBC par une population de jeunes citadins non issus du milieu agricole et généralement avec peu de bagages d'un point de technique agricole. Ces co-gestions permettraient de reconnecter ces deux publics, à priori opposés et permettraient également de pérenniser la dynamique agricole présente à Bruxelles.

Enfin, notons que cette dynamique et présence de terres dites agricoles sont rares si pas uniques dans une capitale européenne. Conserver l'ensemble des terres agricoles au PRAS est dès lors un objectif essentiel dans une stratégie politique comme celle de Good Food.

« En 2020, 100% des nouveaux projets de production agricole professionnels sont performants au niveau environnemental, économique et social ».

Ce troisième et dernier objectif reste somme toute flou pour beaucoup d'acteurs. Il ressort de cette étude que cette performance environnementale, économique et sociale est un indicateur difficile à définir. Lors des enquêtes, il a été demandé à chacun des porteurs de projets de définir cette performance, de manière générale d'abord, et puis dans sa déclinaison environnementale, économique et sociale.

Cette première ébauche a permis d'entrevoir la diversité de compréhensions et conceptions qui se cachent derrière la notion de performance.

La plupart des initiatives d'agriculture urbaine professionnelle à Bruxelles sont récentes et explorent encore leurs modèles technico-économiques ce qui complexifie l'analyse de leur résilience ou de leur potentiel de reproductibilité. Les logiques de fonctionnement ne sont pas figées, elles font l'objet de changements dans le cadre de la dynamique des agriculteurs et des processus d'innovation qu'ils engagent pour tenter de résoudre les problèmes techniques, économiques et/ou organisationnels qu'ils rencontrent dans la conduite de leurs exploitations (Gafsi, Favreau, 2014).

Les résultats des recherches action participatives Co-create SPINCOOP et Ultra-Tree qui prendront fin en 2018 pourraient être valorisés dans le cadre d'une réflexion plus poussée sur cet objectif de performance, à travers les apprentissages des processus de deux outils d'accompagnement de projets maraichers sur petite surface : La boussole transversale de viabilité et la Roue Socratique agro-écologique. Ceux-ci permettent aux maraichers et à leurs structures d'accompagnement de discuter leur viabilité via l'adéquation de leurs pratiques (culture, commercialisation, gouvernance...) avec leurs aspirations et inspirations (modèle de production désiré, temps de travail, statut et fonctionnement, prix rémunérateur, etc.)

La clarification des enjeux derrière cet objectif permettra également de (re)valoriser un certain nombre de projets d'agriculture urbaine professionnels existants et en création, aussi appelés modèles hybrides qui, bien que comptant pour une contribution moindre aux objectifs de production primaire, jouent néanmoins un rôle essentiel dans la transition alimentaire de Bruxelles.

Enfin, au vu des « trous » législatifs concernant l'agriculture en RBC, il est capital de mettre en place une politique agricole forte et adaptée à la typologie des projets présents dans la zone. En effet, certains ne sont pas éligibles par le cadre juridique européen. Cependant, ils restent néanmoins des acteurs importants dans la zone bruxelloise.

7. Les obstacles rencontrés

Au cours de cette mission différents obstacles sont survenus. Ils étaient d'ordre technique, bibliographique et sociologique.

Premièrement, les données concernant l'agriculture professionnelle en RBC sont peu disponibles et/ou incomplètes. Aucune donnée précise concernant la SAU n'est disponible pour les projets d'agriculture urbaine portés par des NIMAculteurs. De plus, comme explicité ci-dessus, aucun maraîcher bruxellois n'est actuellement en mesure de donner un ordre de grandeur de son rendement de culture. Ceci est lié aux modes de production diversifiés sur petites surfaces. Ceci est un gros frein notamment pour l'évaluation de la production agricole primaire professionnelle.

Deuxièmement, il existe peu de littérature sur la thématique de l'agriculture en RBC. Bien conscients que cette étude avait pour objectif de créer une *baseline* et remplir ce manque de données et références, ce manque de littérature a cependant été un obstacle, notamment pour pouvoir comparer les résultats de cette étude.

Troisièmement, beaucoup des données récoltées sur le terrain étaient des données de type qualitatives. Ces données demandent des analyses spécifiques et généralement de longue haleine (retranscription de discours, méthode Q).

Quatrièmement, la temporalité de cette étude a également représenté un frein à la réalisation de l'ensemble des objectifs initiaux de la mission. En effet, des objectifs comme la réalisation d'un diagnostic agraire approfondi et une reconnexion de l'hinterland bruxellois à la ville restent pour nous un énorme défi et un point prioritaire pour l'avenir de l'alimentation durable à Bruxelles.

Enfin, un des freins importants a été la réticence et la non-disponibilité des agriculteurs traditionnels cultivant à Bruxelles. L'approche initiale de la présente étude était inédite et comptait dresser un état des lieux complet de l'agriculture urbaine à Bruxelles, tous publics confondus. Cependant, des conversations téléphoniques avec différents agriculteurs traditionnels ont été mises en place. Ces derniers se disaient très occupés à cette période (semis de printemps, fauches des prairies, récoltes des fourrages) et évitaient toutes propositions de rendez-vous et/ou visites d'exploitation. Des données de superficies et de type de projets agricoles concernant ce public sont disponibles. Cependant, peu de données qualitatives (et quantitatives) sont disponibles en ce qui concerne leur (modèles de) production, leurs aspirations et perspectives d'évolution, leurs connexions avec Bruxelles... Pour pouvoir les intégrer dans une politique agricole bruxelloise cohérente, il faut avoir des informations précises sur leurs systèmes agricoles.

8. Opérationnalisation d'une politique de résilience alimentaire : perspectives

8.1. Un observatoire Régional des données agricoles

Cette étude a permis de rendre compte du flou et du manque de données disponibles sur la question agricole à Bruxelles. Une Stratégie sur l'alimentation aussi forte politiquement que la Stratégie Good Food doit s'asseoir sur une connaissance de la production de la nourriture, un des axes principaux de ce type de stratégie. Une proposition serait de mettre en place un canevas régional d'aide et de soutien à l'agriculture professionnelle à Bruxelles. Ce canevas donnerait un cadre au niveau administratif, au niveau de la gestion d'une activité agricole et enfin un soutien technique personnalisé. Ceci permettrait de centraliser et systématiser un jeu de données concernant les acteurs professionnels du secteur pour la zone. Cette systématisation est nécessaire pour le suivi et l'accompagnement d'une telle politique axée sur l'alimentation durable. Cet outil devrait être mis en place en partenariat avec des structures agricoles et d'accompagnement des régions voisines (Flandres/Wallonie). En effet, ces deux régions ont une expertise et de nombreux outils adaptés à différents types de systèmes agricoles.

8.2. L'hinterland bruxellois

Dans le cadre d'une prochaine étude, il serait aussi important d'effectuer un diagnostic agraire de cette ceinture agricole bruxelloise. Cependant, ce type de travail demanderait des moyens et ressources plus importantes. Une personne bilingue connaissant les enjeux ainsi que le milieu agricole du Brabant Flamand

s'avèrerait être la personne de choix pour cette future mission. Le chargé de mission devrait établir une liste de fermes représentatives de la diversité des exploitations (polyculture/élevage, grandes cultures, maraîchage, etc).

Des visites et entretiens détaillés de cette sélection de fermes-type en agriculture conventionnelle et biologique pourraient être réalisés (échantillon à définir de façon concertée). Ces entretiens incluraient notamment une dimension relative à la part de la production actuelle déjà destinée au marché bruxellois **et à l'attrait de la ville** comme potentiel d'écoulement de la production de ces fermes, souvent considérée comme une "boîte noire" par les producteurs proches mais "déconnectés" du système de transformation/consommation bruxellois. De plus, cette approche de recherche peut estimer la durabilité économique des fermes échantillonnées ainsi que leur potentiel de changement de trajectoire envers un écoulement des produits sur le marché bruxellois.

Enfin, la méthode du diagnostic agraire pourra donner une typologie des producteurs en périphérie. Notamment, il permettra d'évaluer les besoins en élevage de ruminants en périphérie pour fertiliser la surface agricole utile (SAU)¹⁶ nécessaire à une production conséquente.

D'autre part, il serait intéressant d'explorer les dynamiques de filières et économies informelles alternatives existantes¹⁷ par le biais d'une identification des lieux-maillons de ces filières (surfaces de culture, points de vente à Bruxelles, etc.) et d'entretiens exemplatifs.

De notre vision concernant la reconnexion de Bruxelles avec son arrière-pays (hinterland) découle la proposition d'explorer une autre manière d'envisager la résilience du système alimentaire bruxellois et avec elle, le besoin de relativiser le poids et la signification de certains indicateurs, ainsi que d'envisager de nouveaux indicateurs pertinents en y intégrant l'importance de la dimension humaine (à partir et pour les acteurs ou « bottom-up ») et d'une vision intégrée de la production (cultures et élevage dans un souci de résilience et d'autonomie, notamment en termes de fertilité (fumier)).

¹⁶ La surface agricole utile (SAU) est un concept statistique destiné à évaluer le territoire consacré à la production agricole. La SAU est composée des terres arables (grande culture, cultures maraîchères, prairies artificielles...), surfaces toujours en herbe (prairies permanentes), cultures pérennes (vergers...). Elle n'inclut pas les bois et forêts. Elle comprend en revanche les surfaces en jachère (comprises dans les terres arables).

¹⁷ Nous faisons ici référence à des filières économiques parallèles reposant sur la production d'aromates et d'herbes condimentaires pour répondre à une demande bruxelloise culturelle diverse. À titre d'exemple, la location de terres agricoles pour la production de Coriandre à Meise et sa vente via le Marché du Midi ou via des "night-shops".

Bibliographie

Burny, P. 2014. Développement récent de l'épeautre en Belgique. Présentation au Centre de Recherches Agricole Wallon.

Chambres d'agriculture Bourgogne et Service d'Ecodéveloppement agrobiologique et rural de Bourgogne. 2015. Avoine d'hiver et de printemps, *Avena sativa*. Fiche thématique – Cultures.

Direction générale Statistique (Statbel) – Statistics Belgium. 2017. Chiffres clés de l'agriculture. L'agriculture belge en chiffres.

Dumont, A. M. 2017. Analyse systémique des conditions de travail et d'emploi dans la production de légumes pour le marché du frais en Région wallonne (Belgique), dans une perspective de transition groécologique. Thèse de doctorat à l'université catholique de Louvain.

Frémault, C. 2015. Stratégie Good Food vers un système alimentaire durable en Région Bruxelles Capitale. De la fourche à la fourchette.

Gafsi, M., Favreau, J.L. 2014. Diversité des logiques de fonctionnement et durabilité des exploitations en agriculture biologique. *Economie Rurale* n°339-340.

Mougeot, L. 2000. Urban agriculture: definition, presence, potentials and risks. In N. Bakker et al. (eds.) *Growing Cities, Growing Food, Urban Agriculture on the Policy Agenda*, DSE/ETC, Allemagne. Aubry, C. 2014. Les agricultures urbaines et les questionnements de la recherche. *Pour 4* : 35-49.

